

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206236]

22 NOVEMBRE 2018. — Décret relatif à la procédure d'expropriation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales et définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1^o l'arrêté d'expropriation : la décision, qui prend la forme d'une délibération du conseil communal ou d'un arrêté du Gouvernement, autorisant l'expropriant à poursuivre l'expropriation;

2^o l'expropriation : la cession amiable ou forcée d'un droit sur un bien immobilier réalisée dans un but d'utilité publique;

3^o l'exproprié : la personne titulaire des droits énumérés à l'article 2, ou des droits affectés par l'occupation temporaire visée à l'article 3 ou par les servitudes visées à l'article 2, § 2;

4^o l'expropriant : la personne compétente pour exproprier dans un but d'utilité publique;

5^o l'Administration : le ou les services désignés par le Gouvernement;

6^o le fonctionnaire délégué : le fonctionnaire désigné en application de l'article D.I.3 du Code du Développement territorial;

7^o le fonctionnaire des implantations commerciales : le fonctionnaire désigné en application de l'article 1^{er}, 11^o, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales;

8^o la rétrocession : l'opération par laquelle un expropriant transfère la propriété d'un bien immobilier exproprié à son ancien propriétaire ou à ses ayants-cause.

Art. 2. § 1^{er}. L'expropriation peut avoir pour objet :

1^o le transfert d'un droit de propriété sur un bien immobilier;

2^o la suppression d'un droit réel démembre, d'un droit indivis d'un droit réel ou d'un droit personnel sur le bien en vue de permettre à l'expropriant de réunir en ses mains l'ensemble des droits sur le bien immobilier exproprié.

L'expropriation peut être limitée à un volume en sous-sol.

§ 2. L'arrêté d'expropriation peut imposer des servitudes nécessaires à la réalisation du but d'utilité publique.

L'arrêté d'expropriation détermine l'usage et l'étendue de ces servitudes ainsi que les biens qui en sont grevés.

Art. 3. L'arrêté d'expropriation peut autoriser l'occupation temporaire de biens immobiliers afin de permettre ou de faciliter la réalisation des actes ou travaux projetés pour la réalisation du but d'utilité publique.

L'arrêté d'expropriation détermine les biens concernés et la durée maximale de l'occupation. Celle-ci peut être fixée par référence à la fin des actes et travaux projetés sans qu'une date ne soit précisée.

Art. 4. Lorsqu'un arrêté d'expropriation vise une partie d'une construction destinée à être démolie ou enlevée, le solde du bien est acquis par l'expropriant si le propriétaire l'exige. Sauf si l'expropriant s'y oppose, cette acquisition porte également sur le terrain qui constitue l'assiette de la construction à démolir ou à enlever.

L'indemnité est déterminée conformément aux dispositions applicables aux expropriations demandées par l'expropriant.

Art. 5. § 1^{er}. Pour le calcul des délais :

1^o le jour de l'envoi ou de la réception qui est le point de départ d'un délai n'est pas compris dans ce délai;

2^o le jour de l'échéance d'un délai est compris dans celui-ci; toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

§ 2. Les délais de consultation et d'information visés aux articles 11 et 13, ainsi que le délai de dépôt visé à l'article 50, alinéa 1^{er}, sont suspendus entre le 16 juillet et le 15 août et entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier.

Lorsque le dernier jour de la période au cours de laquelle les observations ou les avis peuvent être envoyés est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, la période se prolonge au jour ouvrable suivant.

En cas de suspension ou de prolongation de délai visée aux alinéas 1^{er} et 2, les délais d'envoi du rapport de synthèse et de la proposition de décision ainsi que de notification de la décision, visés aux articles 16, alinéa 2, et 17, § 1^{er}, sont prorogés de la durée de la suspension ou de la prolongation.

§ 3. Lorsque les délais de traitement du dossier visé à l'article 7 sont incompatibles avec les nécessités de l'utilité publique, ils sont réduits comme suit :

1^o les délais visés à l'article 9, § 2, sont de huit jours;

2^o le délai visé à l'article 11, alinéa 1^{er}, est de quinze jours;

3^o le délai visé à l'article 13, est de quinze jours;

4^o le délai visé à l'article 16, alinéa 2, est de quarante-cinq jours;

5^o le délai visé à l'article 17, § 1^{er}, est de soixante jours.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er}, la suspension de délais prévue au paragraphe 2 n'a pas lieu.

CHAPITRE II. — *Procédure administrative*Section 1^{re}. — *Autorités compétentes*

Art. 6. § 1^{er}. Le conseil communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien immobilier visé par l'expropriation adopte l'arrêté d'expropriation lorsque l'expropriant est :

1^o la commune;

2^o le centre public d'action sociale de la commune, une régie communale autonome ou une fabrique d'église, pour autant que le projet d'utilité publique s'étende sur des biens situés exclusivement sur le territoire de la commune concernée.

Dans tous les autres cas, le Gouvernement adopte l'arrêté d'expropriation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement adopte l'arrêté d'expropriation lorsque le projet d'utilité publique s'étend sur des biens immobiliers situés sur le territoire de plusieurs communes.

§ 2. En cas de projets concurrents sur un même bien immobilier qui relèvent pour l'un de la compétence du

Gouvernement et pour l'autre du conseil communal de la commune, le premier prime sur le second.

Le Gouvernement peut annuler, à tout moment et jusqu'à sa mise en œuvre au sens de l'article 20, § 1^{er}, alinéa 2, l'arrêté d'expropriation qui méconnaît l'alinéa 1^{er}.

Section 2. — Dossier d'expropriation

Art. 7. § 1^{er}. L'expropriant adresse à l'Administration un dossier qui contient :

1° un exposé des motifs qui justifie l'utilité publique d'exproprier;

2° un plan d'expropriation présentant :

a) le périmètre des biens immobiliers concernés par les droits dont l'expropriation est demandée;

b) le cas échéant, le périmètre de l'occupation temporaire visée à l'article 3 et l'assiette de la servitude visée à l'article 2, § 2;

c) le tableau des emprises indiquant l'identité des titulaires des droits visés à l'article 2, les contenances et l'affectation des biens immobiliers à exproprier, déterminées selon les indications du cadastre.

§ 2. Le cas échéant, le dossier contient :

1° une description indicative des actes et travaux à réaliser par l'expropriant présentant leur implantation, gabarit et affectation;

2° la durée maximale de l'occupation temporaire visée à l'article 3 et sa justification;

3° l'usage, l'étendue et la justification de la création de la servitude visée à l'article 2, § 2;

4° le tracé des voiries qui seraient désaffectées par l'adoption de l'arrêté d'expropriation, ainsi que les éventuelles mesures de compensation envisagées;

5° la justification de l'incompatibilité des délais avec les nécessités de l'utilité publique visée à l'article 5, § 3.

§ 3. Le Gouvernement peut compléter l'énumération visée au paragraphe 2, préciser le contenu et la forme des documents à joindre au dossier, ainsi que le nombre d'exemplaires du dossier.

Art. 8. § 1^{er}. Pour les besoins de l'établissement du dossier d'expropriation, l'expropriant peut accéder aux biens immobiliers concernés.

§ 2. En cas d'opposition ou si les lieux en question constituent un domicile, le tribunal de police compétent en fonction de la localisation du bien autorise l'expropriant à y accéder. Celui-ci est saisi par requête unilatérale.

L'ordonnance prononcée par le tribunal de police permet à l'expropriant de recourir, si besoin est, à l'assistance de la force publique.

§ 3. L'expropriant réalise les actes et interventions nécessaires à la constitution du dossier d'expropriation après l'établissement d'un état des lieux. A première demande et sans délai, le propriétaire transmet à l'expropriant l'identité des détenteurs de droits réels et personnels sur le bien. A défaut de transmission, l'état des lieux leur est opposable. L'état des lieux est réalisé par l'expropriant après que le propriétaire et les détenteurs de droits réels et personnels aient été invités, par envoi recommandé vingt jours au moins à l'avance, à assister aux jour et heure fixés dans la convocation, à l'établissement de cet état des lieux et averti qu'il y sera procédé même en leur absence. En cas d'absence de ceux-ci, l'état des lieux leur est opposable.

Art. 9. § 1^{er}. L'expropriant adresse le dossier d'expropriation visé à l'article 7 à l'Administration par envoi recommandé avec accusé de réception ou par dépôt contre récépissé à l'Administration.

§ 2. Dans les quinze jours de la réception du dossier, si l'Administration estime qu'il est complet ou qu'il permet de statuer en connaissance de cause, elle adresse à l'expropriant, par envoi recommandé, un accusé de réception.

Si l'Administration considère que le dossier est incomplet ou qu'il ne permet pas de statuer en connaissance de cause, elle adresse, dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, à l'expropriant un envoi recommandé sollicitant la production des informations manquantes. Dans les quinze jours de la réception de ces informations qui sont adressées ou déposées conformément au paragraphe 1^{er}, l'Administration adresse à l'expropriant, par envoi recommandé, un accusé de réception.

§ 3. Sous réserve de l'article 22, des lacunes dans la composition du dossier peuvent avoir une incidence sur la légalité de l'arrêté d'expropriation uniquement s'il est établi que le conseil communal de la commune ou le Gouvernement n'a pas pu statuer en connaissance de cause.

§ 4. Le Gouvernement peut arrêter les modalités et les conditions de l'introduction du dossier d'expropriation et de son instruction par voie électronique.

Section 3. — Consultation et information

Art. 10. En même temps que l'Administration envoie à l'expropriant l'accusé de réception, elle adresse, par envoi recommandé avec accusé de réception, une copie du dossier, en ce compris de l'accusé de réception visé à l'article 9, § 2 :

1° au collège communal de chaque commune sur le territoire de laquelle le dossier s'étend;

2° au fonctionnaire délégué et au fonctionnaire des implantations commerciales lorsqu'il est l'autorité compétente pour délivrer le permis ou obligatoirement appelé à rendre un avis en vertu du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales;

3° aux autres services, commissions et autorités désignés par le Gouvernement ou que l'Administration juge utile de consulter.

Art. 11. Les instances, autorités, services et commissions visés à l'article 10, adressent leur avis à l'Administration dans les trente jours de la réception du dossier d'expropriation. A défaut, la procédure est poursuivie.

Dans le cadre de son avis, le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire des implantations commerciales se prononcent uniquement sur la base des éléments contenus dans le dossier.

Art. 12. § 1^{er}. Dans le délai visé à l'article 9, § 2, l'Administration informe, par envoi recommandé avec accusé de réception, les titulaires des droits sur le bien immobilier à exproprier, tels qu'identifiés dans le dossier d'expropriation, de son introduction.

Sous leur entière responsabilité et sans que la légalité de l'arrêté d'expropriation ne puisse être mise en cause pour cette raison, les titulaires des droits qui ont reçu l'information en adressent, sans délai, une copie aux tiers qui détiennent un droit personnel ou réel sur le bien immobilier.

§ 2. L'information visée au paragraphe 1^{er} contient au moins :

1° la date ultime jusqu'à laquelle des observations peuvent être envoyées;

- 2° l'identité de l'expropriant et des expropriés visés par le dossier d'expropriation;
- 3° la description succincte du but d'utilité publique;
- 4° l'indication selon laquelle l'objet de la demande est l'obtention d'un arrêté d'expropriation;
- 5° l'obligation pour son destinataire d'en adresser, sans délai, une copie aux tiers qui détiennent un droit personnel ou réel sur le bien immobilier et qui ne sont pas renseignés dans l'information;
- 6° les jours, heure et lieu où les titulaires de droits sur le bien immobilier à exproprier peuvent consulter le dossier;
- 7° l'adresse à laquelle les observations des titulaires de droits sur le bien immobilier à exproprier peuvent être adressées.

Le Gouvernement peut préciser et compléter les données énumérées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 13. Dans les trente jours de la réception de l'envoi visé à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les titulaires de droits sur le bien immobilier à exproprier peuvent adresser leurs observations écrites à l'Administration. Toute observation envoyée au-delà de ce délai n'est pas prise en compte.

Art. 14. Lorsque le dossier d'expropriation est instruit en même temps que l'adoption d'un plan, schéma, périmètre ou d'une autorisation administrative nécessaire à la réalisation du but d'utilité publique, ils peuvent être soumis ensemble aux formalités prévues pour l'adoption du plan, schéma, périmètre ou à la délivrance de l'autorisation administrative.

Art. 15. Les modifications pouvant être apportées au dossier après consultation et information résultent des avis ou observations émis au cours de l'une ou de l'autre. Les modifications ne peuvent pas avoir pour incidence d'augmenter le périmètre des expropriations envisagées sans l'accord des titulaires de droits sur le bien immobilier concerné par l'extension projetée.

Section 4. — Rapport de synthèse de l'Administration

Art. 16. Sur la base des observations et avis émis en cours de procédure, l'Administration établit un rapport de synthèse qui comporte son avis et une proposition de décision.

L'Administration adresse ce rapport à la commune ou au Gouvernement et à l'expropriant dans les quatre-vingt-cinq jours de l'accusé de réception du dossier visé à l'article 9, § 1^{er}. A défaut, la procédure est poursuivie.

Section 5. — Décision sur le dossier d'expropriation

Art. 17. § 1^{er}. Dans les cent trente jours de l'accusé de réception du dossier visé à l'article 9, § 1^{er}, la commune ou le Gouvernement notifie sa décision à l'expropriant par envoi recommandé.

Le Gouvernement ou la commune procèdent aux consultations et informations que l'Administration n'a pas réalisées, dans les formes et délais prévus aux articles 10 à 13. Dans ce cas, le délai visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé de trente jours.

A défaut d'envoi de la décision dans le délai prévu aux alinéas 1^{er} et 2, et si une proposition de décision a été adressée par l'Administration à la commune ou au Gouvernement dans le délai visé à l'article 16, alinéa 2, celle-ci vaut décision.

En l'absence de proposition de décision envoyée dans le délai visé à l'article 16, alinéa 2, et de décision envoyée dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} ou 2, l'expropriation est réputée refusée.

§ 2. En même temps qu'elle est notifiée à l'expropriant, la décision visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est adressée au Gouvernement, à l'Administration et aux communes sur le territoire desquelles le projet d'utilité publique s'étend.

La décision est publiée durant trente jours sur les sites internet des communes s'ils existent ou, à défaut, aux endroits habituels d'affichage.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités de cette publication.

§ 3. A l'initiative de l'Administration, l'arrêté d'expropriation est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 18. L'arrêté d'expropriation, qui peut être adopté avant la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du but d'utilité publique, indique le cas échéant :

- 1° la durée maximale de l'occupation temporaire visée à l'article 3;
- 2° l'usage et l'étendue des servitudes visées à l'article 2, § 2;
- 3° les voiries, en ce compris leur délimitation, dont il entraîne la désaffectation ainsi que les éventuelles mesures de compensation imposées;
- 4° la justification de la réduction des délais prévue à l'article 5, § 3.

Est joint à l'arrêté d'expropriation, le plan d'expropriation visé à l'article 7, § 1^{er}, 2°.

Art. 19. Les voiries visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 3°, sont désaffectées au jour de la publication visée à l'article 17, § 3.

Art. 20. § 1^{er}. L'arrêté d'expropriation est périmé s'il n'est pas mis en œuvre dans les dix ans de sa notification ou du délai pour ce faire à l'expropriant.

L'arrêté d'expropriation est mis en œuvre par la cession amiable des droits visés à l'article 2, laquelle se réalise dès la conclusion d'un accord entre l'expropriant et l'exproprié, ou par le dépôt de la requête en expropriation conformément à l'article 28.

L'arrêté d'expropriation est périmé pour la partie non mise en œuvre.

La péremption opère de plein droit.

§ 2. Toutefois, à la demande de l'expropriant, l'arrêté d'expropriation est prorogé pour une période de deux ans. La demande est introduite, au plus tard, nonante jours avant l'expiration du délai de péremption visé au paragraphe 1^{er}.

La prorogation est accordée par le conseil communal ou, dans les cas visés à l'article 6, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, par le Gouvernement.

La prorogation est notifiée à l'expropriant et aux expropriés.

§ 3. Lorsqu'un recours est introduit à l'encontre de l'arrêté d'expropriation devant le Conseil d'Etat ou que sa légalité est mise en cause devant toute autre juridiction, le délai de péremption est suspendu de plein droit depuis l'introduction de l'acte introductif jusqu'à la notification ou la signification de la décision définitive.

CHAPITRE III. — *Procédure judiciaire**Section 1^{re}. — Dispositions générales*

Art. 21. Conformément à l'article 6^{quater} de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la procédure judiciaire organisée par le présent Chapitre s'applique en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique d'un bien situé en Région wallonne, sauf si l'expropriant est l'autorité fédérale ou une personne morale habilitée par ou en vertu de la loi fédérale à recourir à des expropriations.

Art. 22. L'illégalité de l'expropriation ne peut être déclarée que si le motif invoqué a été susceptible d'exercer, en l'espèce, une influence sur le sens de la décision prise, a privé les intéressés d'une garantie ou a pour effet d'affecter la compétence de l'auteur de l'acte.

Art. 23. Tout jugement ou arrêt passé en force de chose jugée portant sur des droits réels est transcrit sur le registre de la conservation des hypothèques et produit, à l'égard des tiers, les mêmes effets que la transcription d'un acte de cession.

Le jugement ou l'arrêt provisionnel a pour effet de purger le bien immobilier de tous les droits réels et personnels qui portent sur celui-ci.

Les droits de préférence des créanciers inscrits sont reportés sur l'indemnité d'expropriation.

Art. 24. Les notifications par le greffe se font par envoi recommandé ou par pli judiciaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la notification du procès-verbal de comparution sur les lieux visé à l'article 34, alinéa 2, et du jugement statuant sur la légalité de l'expropriation visé à l'article 35, alinéa 4, se fait par envoi recommandé avec accusé de réception.

Art. 25. La procédure judiciaire peut être initiée même si l'expropriant ne dispose pas de toutes les autorisations administratives requises pour la réalisation du but d'utilité publique.

Section 2. — Tentative de cession amiable

Art. 26. § 1^{er}. La requête en expropriation n'est recevable que si, au préalable, une tentative de cession amiable a eu lieu.

Celle-ci peut se limiter à l'envoi par l'expropriant d'une offre de cession des droits visés dans l'arrêté d'expropriation, laquelle contient au moins :

1° l'identification des biens immobiliers concernés et des droits à exproprier;

2° le montant de l'offre, toutes sommes comprises; ce montant peut être réduit à zéro si le bien est affecté de contraintes dont l'incidence financière est supérieure à la valeur du droit visé par l'arrêté d'expropriation;

3° l'indication du délai laissé aux personnes visées à l'alinéa 3 pour se prononcer, lequel n'est pas inférieur à quinze jours;

4° l'indication de l'obligation visée au paragraphe 2.

L'offre visée à l'alinéa 2 est adressée, par envoi recommandé, à toute personne renseignée comme détentrice des droits par le cadastre et à toute autre personne qui se serait manifestée ou aurait été renseignée à ce titre au cours de l'information visée aux articles 12 et 13.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la requête non précédée d'une offre de cession est recevable si l'expropriant est dans l'impossibilité d'identifier l'exproprié ou l'endroit auquel l'offre peut lui être adressée.

§ 2. Les titulaires des droits qui ont reçu l'information conformément à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, avertissent l'expropriant de l'identité des tiers qui détiennent un droit personnel ou réel sur le bien immobilier et dont elles ont connaissance. A défaut, ces personnes sont redevables envers ces tiers de l'indemnité qu'ils auraient pu percevoir, et ils peuvent à cette fin être parties à la procédure judiciaire sans pour autant pouvoir contester la légalité de l'expropriation.

Art. 27. § 1^{er}. Lorsque l'exproprié ne conteste pas la légalité de l'expropriation, les parties peuvent convenir que l'expropriant prend possession des biens immobiliers avant la réalisation des formalités requises en vue de la création ou du transfert des droits.

§ 2. La convention entre les parties acte que l'exproprié renonce définitivement à contester la légalité de l'expropriation et au droit d'accession prévu par les articles 552 à 555 du Code civil à l'égard des plantations, constructions et ouvrages qui seraient effectués sur le bien immobilier.

La convention détermine la contrepartie financière versée par l'expropriant en compensation de la prise de possession anticipée, les modalités de versement de celle-ci et sa durée maximale. Le Gouvernement peut déterminer le contenu de cette convention, en ce compris les montants de la compensation financière en fonction de la valeur locative des biens immobiliers susceptibles d'être concernés.

Les parties réalisent un état des lieux contradictoire préalablement à la prise de possession de l'expropriant qui vaut, le cas échéant, état descriptif au sens de l'article 44. L'état des lieux contient un reportage photographique complet permettant d'avoir une vision détaillée des lieux et mentionne l'identité des personnes présentes.

§ 3. A défaut d'accord sur l'indemnité d'expropriation, l'expropriation est poursuivie afin de déterminer celle-ci en fonction de l'état initial des biens, tel qu'il ressort de l'état des lieux contradictoire.

Section 3. — Introduction de l'instance

Art. 28. Outre l'arrêté d'expropriation et le plan d'expropriation visé à l'article 7, § 1^{er}, 2°, l'expropriant dépose au greffe du tribunal de première instance de la situation des biens une requête unilatérale tendant à voir fixer le jour et l'heure auxquels l'exproprié est cité à comparaître sur les lieux.

La requête ne doit pas être signée par un avocat.

L'arrêté d'expropriation et le plan restent déposés au greffe où les intéressés peuvent gratuitement en prendre connaissance jusqu'au terme de la procédure d'expropriation.

Art. 29. La requête unilatérale identifie l'exproprié en fonction des indications du cadastre, sauf si une autre personne s'est manifestée ou a été renseignée à ce titre à l'égard de l'expropriant.

Art. 30. Dans les huit jours du dépôt de la requête, le tribunal fixe, par voie d'ordonnance, le jour et l'heure de la comparution sur les lieux. Celle-ci a lieu au plus tard le vingt et unième jour qui suit le dépôt de la requête.

Dans la même ordonnance, le tribunal désigne l'expert chargé de dresser l'état descriptif des biens immobiliers et d'évaluer l'indemnité d'expropriation.

Le greffe notifie sans délai l'ordonnance à l'expropriant.

Art. 31. Huit jours au moins avant celui fixé pour la comparution, l'expropriant cite l'exproprié à être présent sur les lieux au jour et heure fixés par le tribunal.

A la citation, est annexée une copie :

1° de l'arrêté d'expropriation;

2° du plan d'expropriation visé à l'article 7, § 1^{er}, 2°;

3° de la requête visée à l'article 28;

4° de l'ordonnance visée à l'article 30.

La citation mentionne l'offre faite par l'expropriant à l'exproprié. Sous réserve de ce qui est prévu à l'article 35, alinéa 3, cette offre ne lie pas le tribunal ou l'expert.

L'expert est convoqué par le tribunal à la comparution sur les lieux.

Section 4. — Intervention des tiers intéressés

Art. 32. Dès la réception de la citation visée à l'article 31, la partie citée informe les tiers qui détiennent un droit personnel ou réel sur le bien immobilier, de l'expropriation poursuivie ainsi que des jour, heure et endroit de la comparution sur les lieux.

Les tiers qui souhaitent faire intervention le font par requête, sauf lors de la comparution sur les lieux au cours de laquelle elle se fait sans autre formalité que par mention au procès-verbal de ladite comparution.

Lorsqu'en raison de la négligence de la partie citée, les tiers visés à l'alinéa 1^{er} ne comparaissent pas devant le tribunal avant le prononcé du jugement fixant l'indemnité visé à l'article 49, cette partie est redevable envers eux de l'indemnité qu'ils auraient pu percevoir.

Section 5. — Comparution sur les lieux

Art. 33. Sans préjudice de la renonciation prévue à l'article 27, § 1^{er}, la partie citée et les parties intervenantes font état, lors de la comparution sur les lieux, de leur intention de contester la légalité de la procédure, à défaut de quoi ils sont forclos à le faire.

Art. 34. La comparution sur lieux fait l'objet d'un procès-verbal relatant :

1° les opérations accomplies;

2° les constatations faites au cours de celle-ci;

3° l'éventuelle intervention de tiers intéressés;

4° l'éventuelle contestation de la légalité de l'expropriation;

5° en cas de contestation de la légalité, la date de l'audience de plaidoiries fixée en application de l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et, le cas échéant, l'accord des parties sur le calendrier d'échange des conclusions visé à l'article 36, § 1^{er}, alinéa 2.

Le greffe notifie ce procès-verbal aux parties et à leurs avocats dans les cinq jours qui suivent la comparution sur les lieux.

Section 6. — Jugement et arrêt provisionnel

Sous-section 1. — Jugement provisionnel

Art. 35. Lorsqu'aucune partie n'a manifesté l'intention de contester la légalité de l'expropriation lors de la comparution sur les lieux, le tribunal statue sur la requête en expropriation dans les huit jours qui suivent la comparution.

S'il fait droit à la requête de l'expropriant, il fixe, dans le même jugement, par voie d'évaluation sommaire, le montant de l'indemnité provisionnelle dont l'expropriant est redevable vis-à-vis de l'exproprié et des parties reçues intervenantes.

Le montant de l'indemnité n'est pas inférieur à nonante pourcent de la somme offerte par l'expropriant en application de l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 2°. Sauf accord des parties à cet égard, le jugement ne répartit pas l'indemnité entre elles.

Le greffe notifie le jugement aux parties dans les cinq jours qui suivent son prononcé.

Dans ce même délai, le greffe adresse à l'expropriant l'expédition et autant de copies conformes du jugement qu'il y a d'expropriés et de parties reçues intervenantes, en tenant compte de l'éventuelle élection de domicile intervenue.

Art. 36. § 1^{er}. Lorsque l'une des parties manifeste l'intention de contester la légalité de l'expropriation lors de la comparution sur les lieux, le tribunal fixe la date de l'audience de plaidoiries, laquelle ne peut intervenir plus d'un mois après la comparution sur les lieux.

La date de l'audience de plaidoiries et l'éventuel accord des parties sur le calendrier d'échange des conclusions sont actés au procès-verbal de comparution sur les lieux.

§ 2. A défaut d'accord des parties sur le calendrier d'échange des conclusions, le tribunal arrête les délais dans lesquels les parties concluent.

Le greffe joint l'ordonnance fixant les délais pour conclure à l'envoi recommandé par lequel il notifie le procès-verbal de comparution sur les lieux. Cet envoi intervient dans les cinq jours de la comparution sur les lieux.

§ 3. Au vu des justifications apportées par l'expropriant, le tribunal fixe, dans le respect du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'audience à une date qui tient compte des nécessités de l'utilité publique en cause.

Lorsque la demande d'arrêté d'expropriation relève de l'article 5, § 3, l'audience de plaidoiries est, par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, fixée au plus tard huit jours après la comparution sur les lieux.

§ 4. Les parties peuvent convenir de modifier le calendrier d'échange des conclusions, qu'il ait été arrêté de manière amiable ou par le tribunal.

Art. 37. L'audience de plaidoiries ne peut faire l'objet d'aucune remise ou mise en continuation, sauf si elle est décidée avec l'accord de l'expropriant.

Art. 38. Le jugement tranchant la contestation de la légalité de l'expropriation est prononcé dans les vingt jours de la clôture des débats. S'il fait droit à la requête en expropriation, le tribunal fixe dans le même jugement, par voie d'évaluation sommaire, le montant de l'indemnité provisionnelle dont l'expropriant est redevable vis-à-vis de l'exproprié et des parties reçues intervenantes, dans le respect de l'article 35, alinéa 3.

Le greffe notifie le jugement aux parties dans les cinq jours qui suivent son prononcé.

Dans ce même délai, le greffe adresse à l'expropriant l'expédition et autant de copies conformes du jugement qu'il y a d'expropriés et de parties reçues intervenantes, en tenant compte de l'éventuelle élection de domicile intervenue.

Sous-section 2. — Arrêt provisionnel

Art. 39. Par voie de requête, les parties peuvent saisir la cour d'appel ou interjeter appel auprès d'elle :

1° si elles n'ont pas reçu l'ordonnance fixant les délais pour conclure dans les huit jours de la comparution sur les lieux;

2° si l'audience de plaidoiries n'est pas fixée dans le mois de la comparution sur les lieux;

3° si elles n'ont pas reçu notification du jugement dans le mois de la clôture des débats;

4° du jugement provisionnel en raison exclusivement de ses considérations sur la légalité de l'expropriation.

Le jugement provisionnel n'est susceptible d'aucune autre voie de recours et n'est pas exécutoire par provision nonobstant appel.

Art. 40. Le délai pour saisir la cour d'appel ou pour former appel est de quinze jours à dater :

1° de l'expiration du délai de huit jours, dans le cas visé à l'article 39, alinéa 1^{er}, 1°;

2° de la réception du procès-verbal de comparution sur les lieux ou de toute autre notification ultérieure reportant l'audience de plaidoiries, dans le cas visé à l'article 39, alinéa 1^{er}, 2°;

3° de l'expiration du délai d'un mois visé à l'article 39, alinéa 1^{er}, 3°;

4° de la réception de la notification visée à l'article 38, alinéa 2, dans le cas visé à l'article 39, alinéa 1^{er}, 4°.

Art. 41. Il est statué sur l'appel à l'audience d'introduction ou, au plus tard, dans le mois du dépôt de la requête. Au besoin, au vu des justifications apportées par l'expropriant, la cour fixe l'audience à une date qui tient compte des nécessités de l'utilité publique en cause.

S'il fait droit à la requête en expropriation, l'arrêt :

1° reprend l'indemnité provisionnelle fixée par le tribunal, ou à défaut pour celui-ci de l'avoir fait, fixe, par voie d'évaluation sommaire, le montant de l'indemnité provisionnelle dont l'expropriant est redevable vis-à-vis de l'exproprié et des parties reçues intervenantes, dans le respect de l'article 35, alinéa 3;

2° renvoie la cause au tribunal pour que celui-ci détermine l'indemnité, conformément à l'article 49.

Le greffe notifie l'arrêt aux parties dans les cinq jours qui suivent son prononcé.

Dans ce même délai, le greffe adresse à l'expropriant l'expédition et autant de copies conformes de l'arrêt qu'il y a d'expropriés et de parties intervenantes, en tenant compte de l'éventuelle élection de domicile intervenue.

Art. 42. Seul l'expropriant peut former un pourvoi en cassation à l'encontre de l'arrêt prononcé en vertu de l'article 41.

Sous-section 3. — Versement de l'indemnité provisionnelle

Art. 43. En vertu du jugement ou de l'arrêt provisionnel, sans qu'il soit besoin de le faire signifier au préalable, l'expropriant dépose l'indemnité provisionnelle à la Caisse des dépôts et consignations, dénommée ci-après « la Caisse ».

L'ordonnance de paiement émise en vue du dépôt est exempte de toute formalité préalable.

La Caisse adresse à l'expropriant, dans les cinq jours du dépôt, autant de copies conformes du certificat de dépôt de l'indemnité provisionnelle qu'il y a d'expropriés et de parties reçues intervenantes.

Sur le vu du jugement ou de l'arrêt et du certificat délivré après la date de la transcription de la décision constatant que le bien immobilier est libre d'hypothèque, le préposé de la Caisse remet aux expropriés et parties reçues intervenantes le montant de l'indemnité consignée, s'il n'existe aucune saisie-arrêt ou opposition sur les sommes consignées.

A défaut de produire le certificat visé à l'alinéa 3 ou de rapporter mainlevée des saisies-arrests ou oppositions ou encore lorsque le jugement ou l'arrêt fixant l'indemnité n'aura pas réglé les droits respectifs des expropriés ou parties reçues intervenantes, le paiement pourra avoir lieu uniquement sur ordonnance de justice.

Sous-section 4. — Etat descriptif et prise de possession

Art. 44. § 1^{er}. Si le jugement ou l'arrêt fait droit à la requête en expropriation, l'expert désigné par le tribunal établit, sauf dans le cas visé à l'article 27, § 2, alinéa 3, l'état descriptif des biens immobiliers.

L'expropriant peut décider que l'état descriptif est établi sans attendre le prononcé du jugement ou de l'arrêt provisionnel. Il notifie sa décision par envoi recommandé transmis à l'expert, à l'exproprié et, le cas échéant, à la partie intervenante.

§ 2. L'état descriptif visé au paragraphe 1^{er} contient au moins un reportage photographique complet et l'identification des personnes présentes.

§ 3. Les parties peuvent assister à ces opérations et faire consigner dans cet état toutes observations utiles.

Les tiers intéressés qui ne sont pas intervenus lors de la comparution sur les lieux sont recevables à intervenir lors de l'établissement de l'état descriptif, mais sans qu'il en résulte aucun retard pour les opérations.

§ 4. L'expert dépose l'état descriptif au greffe dans les quinze jours qui suivent, selon le cas :

1° la prise de connaissance par l'expert de la décision de l'expropriant de faire réaliser l'état descriptif sans attendre le prononcé du jugement ou de l'arrêt provisionnel;

2° la notification du jugement ou de l'arrêt provisionnel qui lui est faite par la partie la plus diligente.

Le jour même du dépôt de l'état descriptif au greffe, l'expert adresse à l'expropriant, par envoi recommandé, quatre copies certifiées conformes de l'état descriptif. A la demande de l'expropriant, l'expert produit, sans délai, toute copie certifiée conforme supplémentaire de l'état descriptif.

Dans le délai visé à l'alinéa 2, l'expert adresse une copie de l'état descriptif à l'exproprié.

Art. 45. L'expropriant prend possession du bien exproprié, en ce compris celui destiné à être occupé temporairement, sans autre formalité que la signification par exploit d'huissier à l'exproprié et aux parties reçues intervenantes, d'une copie certifiée conforme :

1° du jugement ou de l'arrêt provisionnel passé en force de chose jugée;

2° du certificat de dépôt de l'indemnité provisionnelle à la Caisse des dépôts et consignations, sauf si le jugement ou l'arrêt provisionnel prévoit une indemnité nulle;

3° de l'état descriptif du bien immobilier.

Moyennant l'accomplissement des formalités visées à l'alinéa 1^{er}, les servitudes visées à l'article 2, § 2, telles que décrites dans l'arrêté d'expropriation, sortent leurs effets.

Art. 46. § 1^{er}. Lorsque l'expropriant n'a pas reçu copie de l'état descriptif dans les cinq jours qui suivent le délai prévu à l'article 44, § 4, alinéa 1^{er}, l'expropriant peut établir l'état descriptif, après que l'exproprié et les parties reçues intervenantes aient été, quatre jours au moins à l'avance, invités à assister aux jour et heure fixés dans la convocation, à l'établissement de cet état et averties qu'il y sera procédé même en leur absence.

L'article 44, §§ 2 à 4, alinéa 1^{er}, est applicable à l'état descriptif établi par l'expropriant.

§ 2. L'expropriant peut prendre possession du bien exproprié, malgré toute contestation qui lui serait adressée, après avoir signifié par exploit d'huissier à l'exproprié et aux parties reçues intervenantes une copie certifiée conforme :

1° du jugement ou de l'arrêt provisionnel passé en force de chose jugée;

2° du certificat de dépôt de l'indemnité provisionnelle à la Caisse, sauf si le jugement ou l'arrêt provisionnel ne prévoit l'octroi d'aucune indemnité pour la partie à l'égard de laquelle il est procédé à la signification;

3° de l'état descriptif rédigé par ses soins.

Moyennant l'accomplissement des formalités visées à l'alinéa 1^{er}, les servitudes visées à l'article 2, § 2, telles que décrites dans l'arrêté d'expropriation, sortent leurs effets.

§ 3. A la demande de la partie la plus diligente, le tribunal révoque d'office l'expert lorsque l'expropriant n'a pas reçu copie de l'état descriptif dans les cinq jours qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 44, § 4, alinéa 1^{er}.

Par le même jugement, le tribunal désigne un nouvel expert aux fins d'établir le rapport contenant l'évaluation de l'indemnité conformément à l'article 48.

Le greffe notifie sans délai le jugement à l'expert désigné et aux parties.

Art. 47. Après la signification prévue à l'article 45, alinéa 1^{er}, ou à l'article 46, § 2, et sans autre formalité, l'expropriant peut requérir tout huissier de justice ou la force publique pour procéder au besoin à l'expulsion de l'exproprié, de même que de tous ceux qui pourraient se trouver dans les lieux, et libérer les lieux des meubles ou effets s'y trouvant.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'expulsion peut intervenir, lorsque le bien immobilier est affecté à la résidence principale, au plus tôt trente jours après la signification prévue à l'article 45, alinéa 1^{er}, ou à l'article 46, § 2.

Sous-section 5. — Etablissement du rapport d'évaluation

Art. 48. § 1^{er}. A la fin de ses travaux et d'un éventuel échange de notes de faits directoires par les parties, l'expert envoie à celles-ci et à leurs conseils ses constatations auxquelles il joint un avis provisoire.

L'expert permet aux parties et à leurs conseillers techniques de formuler leurs observations concernant ses constatations et son avis provisoire. Il fixe pour ce faire un délai raisonnable, compte tenu de la complexité de l'affaire.

§ 2. L'expert dépose au greffe un rapport contenant l'évaluation définitive de l'indemnité d'expropriation qu'il propose ainsi que tous renseignements utiles à la détermination de celle-ci.

§ 3. Le dépôt du rapport au greffe intervient dans les six mois qui suivent, selon le cas, le dépôt de l'état descriptif visé à l'article 44, § 4, alinéa 1^{er}, ou à l'article 46, § 1^{er}, ou la notification visée à l'article 46, § 3, alinéa 3.

Seul le tribunal peut prolonger ce délai. S'il accorde un nouveau délai à l'expert, le non-respect de cette échéance entraîne d'office sa révocation par le tribunal. Celle-ci intervient à la requête de la partie la plus diligente. Par le même jugement, le tribunal désigne un nouvel expert aux fins d'établir le rapport contenant l'évaluation de l'indemnité.

Section 7. — Jugement et arrêt sur les indemnités

Sous-section 1^{re}. — Jugement sur les indemnités

Art. 49. Après mise en état, le tribunal fixe le jour et l'heure de l'audience de plaidoiries.

A cette audience, le tribunal reçoit éventuellement comme parties intervenantes les tiers intéressés qui en formulent la demande, pour autant qu'il n'en résulte aucun retard.

Après avoir entendu les parties présentes et l'expert, le tribunal détermine le montant de l'indemnité due du chef de l'expropriation.

Sauf accord ou demande des parties à cet égard, le jugement ne répartit pas l'indemnité entre elles.

Art. 50. En vertu de ce jugement et sans qu'il soit besoin de le faire signifier, l'expropriant dépose à la Caisse dans les quarante-cinq jours du prononcé du jugement, le montant de l'indemnité qui excède celui de l'indemnité provisionnelle.

Dans les dix jours qui suivent le dépôt, l'expropriant adresse aux parties à qui les sommes sont destinées une copie du certificat de dépôt à la Caisse du supplément éventuel d'indemnité.

Le retrait des sommes déposées à la Caisse a lieu selon les conditions et modalités prévues à l'article 43.

Sous-section 2. — Voies de recours à l'encontre du jugement sur les indemnités

Art. 51. Les voies de recours à l'encontre du jugement sur l'indemnité sont régies par les dispositions du Code judiciaire.

Les articles 49, alinéa 4, et 50 sont applicables à l'arrêt sur l'indemnité.

Section 8. — Dépens et indemnité de procédure

Art. 52. Les dépens de première instance sont à charge de l'expropriant.

Les dépens d'appel sont réglés conformément au Code judiciaire.

L'indemnité de procédure est déterminée en fonction des montants relatifs aux affaires évaluables en argent.

CHAPITRE IV. — Indemnité d'expropriation

Art. 53. La valeur vénale des biens immobiliers est le montant obtenu en vendant le bien immobilier dans des conditions normales de publicité en suite d'un concours suffisant d'amateurs.

Elle est estimée en procédant, à tout le moins, par comparaison avec des cessions de biens ou droits similaires, intervenues à une date la plus proche possible du jugement ou de l'arrêt provisionnel, sauf en cas d'absence de telles cessions.

La comparaison est justifiée par une analyse détaillée des avantages et désavantages des biens visés par les points de comparaison par rapport au bien exproprié.

Art. 54. La valeur des biens immobiliers est réduite en fonction du coût des études et des travaux à réaliser qui sont à charge de l'exproprié ou dont tout acquéreur potentiel tiendrait compte.

Art. 55. En cas d'expropriations successives en vue de réaliser un même but d'utilité publique, l'indemnité tient compte de l'état du bien immobilier et de son environnement au jour de la première expropriation, même si les expropriations sont menées sur la base de plans, schémas ou périmètres différents, de plusieurs arrêtés d'expropriation ou sont réalisées par des expropriants différents.

Art. 56. Lorsque l'expropriation est menée en vue de mettre en œuvre un schéma, un plan ou un périmètre visé à l'article D.VI.1 du Code du Développement territorial, il n'est pas tenu compte de la plus-value ou de la moins-value apportée par ledit schéma, plan ou périmètre.

Il n'est pas tenu compte de la plus-value ou de la moins-value apportée par la mise en œuvre du but d'utilité publique.

Art. 57. Pour l'estimation de la valeur du bien immobilier exproprié, il n'est pas tenu compte de l'augmentation de valeur acquise par ce bien à la suite de travaux ou modifications effectués après la clôture de l'information visée aux articles 12 et 13, sauf s'ils sont nécessaires à la conservation et à l'entretien du bien immobilier.

Art. 58. L'indemnité pour l'occupation temporaire visée à l'article 3 est déterminée en fonction de la valeur locative du bien et des éventuels dommages qui en auraient résulté. Si ceux-ci surviennent après le prononcé de l'arrêt statuant sur les indemnités, leur réparation peut être poursuivie conformément au droit commun.

CHAPITRE V. — *Rétrocession*

Art. 59. § 1^{er}. Le droit à rétrocession naît lorsque, dans un délai de cinq ans à dater de la prise de possession du bien immobilier ou de la dernière parcelle en cas d'expropriations successives :

1° soit la cession à un tiers dont l'activité réalise le but d'utilité publique n'est pas intervenue;

2° soit l'affectation au but d'utilité publique d'une expropriation n'est pas réalisée;

3° soit les actes ou travaux nécessaires à la réalisation du but d'utilité publique n'ont pas débuté.

Le délai de cinq ans est suspendu si l'expropriant est confronté à un cas de force majeure.

La mise en œuvre partielle ou temporaire du but d'utilité publique concernant un bien immobilier empêche la rétrocession de l'ensemble.

§ 2. La rétrocession ne vise que le droit de propriété du bien immobilier exproprié.

Elle ne peut intervenir si le bien en cause a été cédé par l'expropriant à un tiers, en tout ou partie.

Elle profite à l'exproprié ou à ses ayants-cause, sauf s'ils y ont renoncé.

Elle s'applique aux cessions amiables ou judiciaires, sauf si elles ont eu lieu en application de l'article 4.

Lorsqu'il existe plusieurs bénéficiaires de la rétrocession, celui qui initie la procédure met à la cause l'ensemble de ceux-ci.

§ 3. La rétrocession s'éteint de plein droit lorsque l'envoi recommandé visé à l'article 60, § 2, n'est pas effectué dans les trois ans qui suivent sa naissance.

Art. 60. § 1^{er}. Lorsque naît le droit à rétrocession, l'expropriant informe, par envoi recommandé, le bénéficiaire de la possibilité qu'il a d'exercer celui-ci.

Sous peine de forclusion, le bénéficiaire de la rétrocession est tenu d'informer l'expropriant, dans les deux mois qui suivent la notification visée à l'alinéa 1^{er} et par envoi recommandé, de son intention de récupérer la propriété du bien immobilier.

§ 2. En cas de non-respect de l'obligation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le bénéficiaire de la rétrocession met en demeure par envoi recommandé, dans le délai visé à l'article 59, § 3, l'expropriant de procéder à celle-ci.

§ 3. La cession du bien immobilier au bénéficiaire de la rétrocession doit intervenir dans les quatre mois qui suivent la réception par l'expropriant de la notification visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, ou au paragraphe 2.

Art. 61. Lorsque les conditions énoncées à l'article 59 sont réunies et en cas non-respect de l'obligation visée à l'article 60, § 3, le bénéficiaire de la rétrocession peut saisir, dans les six mois de l'envoi de la notification visée à l'article 60, § 1^{er}, alinéa 2, ou § 2, le tribunal afin que l'expropriant soit contraint de lui céder le bien exproprié.

S'il fait droit à la demande de rétrocession, le jugement passé en force de chose jugée ou, en cas d'appel, l'arrêt opère transfert de propriété au bénéficiaire et est transcrit au registre de la conservation des hypothèques par la partie la plus diligente.

L'action est régie par les règles du Code judiciaire.

Art. 62. Le prix des biens immobiliers à rétrocéder correspond à la valeur vénale du bien au jour de la cession visée à l'article 60, § 3, ou du jugement ou de l'arrêt décidant de la rétrocession, sans pouvoir dépasser le montant de l'indemnité reçue par l'exproprié.

CHAPITRE VI. — *Cession amiable et passation des actes*

Art. 63. Sans préjudice de ce que prévoient d'autres dispositions légales ou réglementaires, l'expropriant mandate pour l'estimation et la négociation en vue d'une cession amiable ainsi que la passation des actes visées aux articles 26 et 27 :

1° le comité d'acquisition pour agir en son nom et pour son compte;

2° ou un collège de trois notaires désignés en considération de leurs compétences particulières, établies par des éléments justificatifs, pour accomplir l'estimation, puis l'un des trois notaires de ce collège pour négocier, établir et passer les actes.

Le Gouvernement détermine les modalités d'intervention, la procédure de sélection des notaires dans le respect de la législation sur les marchés publics et les conditions de composition du collège de trois notaires.

CHAPITRE VII. — *Disposition diverse*

Art. 64. Une formation spécialisée des experts judiciaires est organisée dont l'objectif principal est d'acquiescer la maîtrise des concepts et des méthodes d'évaluation propres à la matière de l'expropriation.

Le Gouvernement détermine les conditions d'accès, les modalités d'organisation et l'éventuelle épreuve d'évaluation de cette formation.

Lorsque des experts formés ont leur siège d'activité dans le ressort du tribunal compétent et disposent du temps nécessaire pour traiter l'affaire, ils sont désignés par priorité.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales**Section 1^{re}*. — Dispositions modificatives

Art. 65. L'article 51 de la loi du 16 septembre 1807 relative au dessèchement des marais est abrogé.

Art. 66. Les articles 1^{er} à 8 et 10 à 12 de la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités prescrites en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique sont abrogés.

Art. 67. Dans l'article 569, 10^o, du Code judiciaire, les mots « , sans préjudice de la compétence attribuée au juge de paix en vertu de l'article 595 » sont abrogés.

Art. 68. L'article 595 du même Code est abrogé.

Art. 69. Dans l'article 629 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 3^o et 4^o sont abrogés;

b) le 5^o est remplacé par ce qui suit :

« 5^o des demandes formées en vertu du décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation; ».

Art. 70. Dans l'article 11, 2^{ème} tiret, du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils, les mots « , conformément à la loi du 26 juillet 1962, » sont abrogés.

Art. 71. Dans l'article 13 du décret du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, les mots « conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique » sont abrogés.

Art. 72. Dans l'article 10*bis*, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, inséré par le décret du 17 juillet 2008, la phrase « La procédure instaurée par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable aux expropriations visées à l'alinéa 1^{er}. » est abrogée.

Art. 73. Dans l'article 25 du même décret, la phrase « La procédure d'extrême urgence, instaurée par les articles 2 à 20 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, est applicable à ces expropriations. » est abrogée.

Art. 74. Dans l'article 6, alinéa 3, du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les mots « selon la procédure prévue par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique » sont remplacés par les mots « selon les dispositions du décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation ».

Art. 75. Dans l'article 7, du même décret, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 76. L'article 8 du même décret est abrogé.

Art. 77. A l'article 9 du même décret, modifié par le décret du 31 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est abrogé;

2^o dans le paragraphe 2, la lettre « a. » est abrogée;

3^o dans le paragraphe 2, les b. et c. sont abrogés.

Art. 78. Dans l'article 10*bis*, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, inséré par le décret du 17 juillet 2008, la phrase « La procédure instaurée par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable aux expropriations visées à l'alinéa 1^{er}. » est abrogée.

Art. 79. Dans l'article 25 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2008, la phrase « La procédure d'extrême urgence prévue par les articles 2 à 20 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable à ces expropriations. » est abrogée.

Art. 80. Dans l'article D.29-1, § 4, a., du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, inséré par le décret du 31 mai 2007, le 8^o est abrogé.

Art. 81. Dans l'article D.53-11 du Livre II du Code de l'Environnement, inséré par le décret du 4 février 2010, le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 82. Dans l'article D.227 du même Livre, la phrase « La procédure d'extrême urgence prévue par les articles 2 à 20 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable à ces expropriations. » est abrogée.

Art. 83. Dans l'article D.338, § 2, du même Livre, les mots « , sur la base de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, » sont abrogés.

Art. 84. Dans l'article 74, § 1^{er}, alinéa 6, du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, les mots « selon les règles prévues par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique » sont abrogés.

Art. 85. Dans l'article 37 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 86. Dans le même décret, les articles suivants sont abrogés :

1^o les articles 38 à 40;

2^o l'article 42;

3^o l'article 44;

4^o l'article 45, modifié par le décret du 20 juillet 2016.

Art. 87. Dans l'article 46 du même décret, les mots « Sans préjudice du droit de rétrocession au bénéfice des anciens propriétaires prévu à l'article 23 de la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des articles 59 à 62 du décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation ».

Art. 88. Dans l'article D.355, § 2, alinéa 2, du Code wallon de l'Agriculture, les mots « conformément à la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique » sont remplacés par les mots « conformément au décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation ».

Art. 89. Dans l'article D.359, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « selon les règles prévues par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique » sont

remplacés par les mots « selon les règles prévues par le décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation ».

Art. 90. Dans le Livre VI, Titre I^{er}, du Code du Développement Territorial, le Chapitre III, comportant les articles D.VI.3 à D.VI.5, est abrogé.

Art. 91. Dans le Livre VI, Titre I^{er}, du même Code, le Chapitre IV, comportant l'article D.VI.6, est abrogé.

Art. 92. Dans le Livre VI, Titre I^{er}, du même Code, le Chapitre V, comportant les articles D.VI.7 à D.VI.10, est abrogé.

Art. 93. L'article 24 du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques est abrogé.

Art. 94. Dans le Titre III, Chapitre II, du même décret, la Section 2, comportant les articles 25 à 32, est abrogée.

Art. 95. Dans le Titre III, Chapitre II, du même décret, la Section 3, comportant les articles 33 à 36, est abrogée.

Art. 96. Dans l'article 38, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « par la Fédération royale du Notariat belge, » sont abrogés.

Art. 97. Dans l'article 81, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, les mots « selon les règles prévues par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique » sont abrogés.

Section 2. — Dispositions abrogatoires

Art. 98. La loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée en dernier lieu par la loi du 6 avril 2000, est abrogée.

Art. 99. La loi du 1^{er} juillet 1858 relative à l'expropriation pour assainissement des quartiers insalubres est abrogée.

Art. 100. Les lois coordonnées du 15 novembre 1867 sur l'expropriation par zones pour travaux d'utilité communale sont abrogées.

Art. 101. La loi du 10 mai 1926 instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée par la loi du 10 octobre 1967, est abrogée.

Art. 102. La loi du 28 juin 1930 relative à l'expropriation par zones d'intérêt général ou provincial est abrogée.

Art. 103. La loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée par la loi du 6 avril 2000, est abrogée.

Art. 104. Le décret du 30 avril 2009 portant des dispositions relatives à la détermination d'un organe responsable de l'évaluation et de la conduite de la procédure en matière d'expropriations et d'acquisitions d'immeubles par la Région wallonne et ses institutions est abrogé.

Section 3. — Disposition transitoire

Art. 105. Les dossiers et demandes d'arrêtés d'expropriation déposés ou introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret poursuivent leur instruction sur la base des dispositions en vigueur lors de leur dépôt ou de leur introduction.

Les procédures judiciaires qui font suite à des dossiers ou demandes visés à l'alinéa 1^{er} demeurent régies par les dispositions en vigueur lors du dépôt ou de l'introduction de ces dossiers ou demandes.

Les arrêtés d'expropriation fondés sur des dossiers ou demandes visés à l'alinéa 1^{er} restent soumis aux dispositions en vigueur lors du dépôt ou de l'introduction de ces dossiers ou demandes.

Section 4. — Entrée en vigueur

Art. 106. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur pour chacune de ses dispositions.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 novembre 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1170 (2018-2019) N^{os} 1, 1bis à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 21 novembre 2018.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/206236]

22. NOVEMBER 2018 — Dekret über das Enteignungsverfahren (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen und Definitionen*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten die folgenden Definitionen:

1° Enteignungserlass: der Beschluss in der Form eines Beschlusses des Gemeinderats oder eines Erlasses der Regierung, durch den der Enteigner ermächtigt wird, das Enteignungsverfahren durchzuführen;

2° Enteignung: die zum Nutzen der Allgemeinheit vorgenommene gütliche oder Zwangsabtretung eines Rechts an einem unbeweglichen Gut;

3° Enteigneter: die Person, die über die in Artikel 2 aufgeführten Rechte, oder die durch die zeitweilige Ingebrauchnahme nach Artikel 3 beeinträchtigten Rechte, oder die Dienstbarkeiten im Sinne von Artikel 2 § 2 verfügt;

4° Enteigner: die Person, die befugt ist, eine Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit durchzuführen;

5° Verwaltung: die von der Regierung bestellte(n) Dienststelle(n);

6° beauftragter Beamter: der in Anwendung von Artikel D.I.3 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung bestellte Beamte;

7° Beamter für Handelsniederlassungen: der in Anwendung von Artikel 1 Ziffer 11 des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen bestellte Beamte;

8° Rückabtretung: das Rechtsgeschäft, durch welches ein Enteigner das Eigentum an einem unbeweglichen Gut seinem früheren Eigentümer oder dessen Rechtsnachfolgern überträgt.

Art. 2 - § 1. Die Enteignung kann Folgendes zum Gegenstand haben:

1° die Übertragung eines Eigentumsrechts an einem unbeweglichen Gut;

2° die Aufhebung eines aufgeteilten dinglichen Rechts, eines ungeteilten Rechts eines dinglichen Rechts oder eines persönlichen Rechts an dem Gut, um es dem Enteigner zu ermöglichen, die gesamten Rechte an dem enteigneten unbeweglichen Gut in seiner Hand zu vereinen.

Die Enteignung kann auf ein Untergrundvolumen beschränkt sein.

§ 2. Der Enteignungserlass kann Dienstbarkeiten auferlegen, die zur Erreichung des gemeinnützigen Zwecks erforderlich sind.

In dem Enteignungserlass werden die Nutzung und der Umfang dieser Dienstbarkeiten, sowie die Güter, die mit diesen Dienstbarkeiten belastet sind, bestimmt.

Art. 3 - Der Enteignungserlass kann die zeitweilige Ingebrauchnahme von unbeweglichen Gütern erlauben, um die Durchführung der Handlungen oder Arbeiten, die zur Erreichung des gemeinnützigen Zwecks geplant sind, zu ermöglichen oder zu erleichtern.

In dem Enteignungserlass werden die betreffenden Güter und die Höchstdauer der Ingebrauchnahme bestimmt. Diese Höchstdauer kann unter Bezugnahme auf das Ende der geplanten Handlungen und Arbeiten bestimmt werden, ohne dass ein genaues Datum festgelegt wird.

Art. 4 - Wenn ein Enteignungserlass einen zum Abriss oder zur Entfernung bestimmten Gebäudeteil betrifft, wird auch der Rest des Gutes vom Enteigner erworben, wenn der Eigentümer dies verlangt. Außer wenn der Enteigner dies ablehnt, betrifft dieser Erwerb ebenfalls das Grundstück, das die Grundfläche des abzureißenden oder zu entfernenden Gebäudes bildet.

Die Entschädigung wird in Übereinstimmung mit den Bestimmungen festgelegt, die auf die vom Enteigner beantragten Enteignungen anwendbar sind.

Art. 5 - § 1. Zwecks der Berechnung der Fristen

1° ist der Tag des Versands oder des Empfangs, der den Ausgangspunkt einer Frist bildet, in dieser Frist nicht einbegriffen;

2° ist der Verfalltag einer Frist in dieser Frist einbegriffen; fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

§ 2. Die Fristen für die Beratung und die Information nach Artikel 11 und 13, und die Frist für die Hinterlegung nach Artikel 50 Absatz 1 werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar ausgesetzt.

Wenn der letzte Tag des Zeitraums, in dem Bemerkungen oder Stellungnahmen versendet werden können, ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird der Zeitraum bis zum nächsten Werktag verlängert.

Wird die Frist nach Absatz 1 oder 2 ausgesetzt oder verlängert, so werden die in Artikel 16 Absatz 2 und Artikel 17 § 1 genannten Fristen für den Versand des zusammenfassenden Berichts und des Beschlussvorschlags sowie für die Notifizierung des Beschlusses um die Dauer der Aussetzung oder der Verlängerung verlängert.

§ 3. Wenn die Fristen für die Verarbeitung der Akte nach Artikel 7 mit den Erfordernissen der Gemeinnützigkeit unvereinbar sind, werden sie folgendermaßen verringert:

1° die in Artikel 9 § 2 angegebenen Fristen sind acht Tage;

2° die in Artikel 11 Absatz 1 angegebene Frist ist fünfzehn Tage;

3° die in Artikel 13 angegebene Frist ist fünfzehn Tage;

4° die in Artikel 16 Absatz 2 angegebene Frist ist fünfundvierzig Tage;

5° die in Artikel 17 § 1 angegebene Frist ist sechzig Tage.

Bei Anwendung von Absatz 1 findet die in Paragraph 2 vorgesehene Fristaussetzung nicht statt.

KAPITEL II. — *Verwaltungsverfahren**Abschnitt 1. — Zuständige Behörden*

Art. 6 - § 1. Der Gemeinderat der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das von der Enteignung betroffene unbewegliche Gut befindet, verabschiedet den Enteignungserlass, wenn der Enteigner eine der folgenden Körperschaften ist:

1° die Gemeinde;

2° das öffentliche Sozialhilfezentrum der Gemeinde, eine autonome Gemeinderegie oder eine Kirchenfabrik, unter der Voraussetzung, dass das gemeinnützige Projekt Güter betrifft, die sich ausschließlich auf dem Gebiet der betreffenden Gemeinde befinden.

In allen anderen Fällen wird der Enteignungserlass von der Regierung verabschiedet.

In Abweichung von Absatz 1 verabschiedet die Regierung den Enteignungserlass, wenn das gemeinnützige Projekt unbewegliche Güter betrifft, die sich auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden befinden.

§ 2. Bei konkurrierenden Projekten betreffend ein und dasselbe unbewegliche Gut, wobei die Regierung für das eine und der Gemeinderat der Gemeinde für das andere Projekt zuständig sind, hat das erste Projekt den Vorrang.

Einen Enteignungserlass, der den Absatz 1 nicht beachtet, kann die Regierung jederzeit bis zu dessen Umsetzung im Sinne von Artikel 20 § 1 Absatz 2 für ungültig erklären.

Abschnitt 2. — Enteignungsakte

Art. 7 - § 1. Der Enteigner übermittelt der Verwaltung eine Akte, die folgende Dokumente enthält:

1° eine Begründung der Gemeinnützigkeit der Enteignung;

2° einen Enteignungsplan, in dem folgende Informationen stehen:

a) Perimeter der unbeweglichen Güter, für welche die Rechte gelten, deren Enteignung beantragt wird;

b) gegebenenfalls der Perimeter der zeitweiligen Ingebrauchnahme nach Artikel 3, und die Grundfläche der Dienstbarkeit nach Artikel 2 § 2;

c) die Tabelle der Landentnahmen mit der Identität der Inhaber der Rechte nach Artikel 2, dem Flächeninhalt und der Zweckbestimmung der zu enteignenden unbeweglichen Güter, unter Bezugnahme auf die Katasterangaben.

§ 2. Gegebenenfalls enthält die Akte:

1° eine informative Beschreibung der Handlungen und Arbeiten, die der Enteigner durchzuführen hat, mit deren Standort, Umfang und Zweckbestimmung;

2° die Höchstdauer der zeitweiligen Ingebrauchnahme nach Artikel 3 und die entsprechende Rechtfertigung;

3° die Nutzung, den Umfang und die Begründung für die Schaffung der Dienstbarkeit nach Artikel 2 § 2;

4° die Trasse der Straßen, die infolge der Verabschiedung des Enteignungserlasses stillgelegt würden, sowie die gegebenenfalls vorgesehenen Ausgleichsmaßnahmen;

5° die Begründung der Unvereinbarkeit der Fristen mit den Erfordernissen der Gemeinnützigkeit im Sinne von Artikel 5 § 3.

§ 3. Die Regierung kann die Auflistung unter Paragraf 2 ergänzen, den Inhalt und die Form der der Akte beizufügenden Dokumente präzisieren, und die Anzahl Exemplare der Akte bestimmen.

Art. 8 - § 1. Zwecks der Aufstellung der Enteignungsakte kann der Enteigner zu den betreffenden unbeweglichen Gütern Zugang haben.

§ 2. Im Falle eines Widerspruchs oder wenn die betreffenden Örtlichkeiten einen Wohnsitz darstellen, erlaubt das aufgrund des Standorts des Gutes zuständige Polizeigericht dem Enteigner den Zugang zu diesem Gut. Das Gericht wird durch einen einseitigen Antrag mit der Angelegenheit befasst.

Der vom Polizeigericht gefasste Beschluss erlaubt dem Enteigner den Einsatz der Staatsgewalt, wenn dies erforderlich ist.

§ 3. Der Enteigner führt die Handlungen und Eingriffe, die zur Bildung der Enteignungsakte nötig sind, nach dem Abfassen einer Bestandsaufnahme durch. Der Eigentümer teilt dem Enteigner auf erste Anforderung unverzüglich die Angaben zu den Inhabern von dinglichen und persönlichen Rechten an dem Gut mit. Werden diese Angaben nicht mitgeteilt, so kann die Bestandsaufnahme ihnen entgegengehalten werden. Der Enteigner führt die Bestandsaufnahme durch, nachdem der Eigentümer und die Inhaber von dinglichen und persönlichen Rechten durch ein mindestens zwanzig Tage im Voraus übermitteltes Einschreiben dazu aufgefordert wurden, an dem in dem Einberufungsschreiben Tag und Zeitpunkt an dieser Bestandsaufnahme teilzunehmen, und informiert wurden, dass diese Bestandsaufnahme auch in ihrer Abwesenheit stattfinden wird. Wenn sie abwesend sind, kann ihnen die Bestandsaufnahme entgegengehalten werden.

Art. 9 - § 1. Der Enteigner richtet die in Artikel 7 erwähnte Enteignungsakte an die Verwaltung durch Einschreiben mit Empfangsbestätigung oder durch Aushändigung bei der Verwaltung gegen Abnahmebescheinigung.

§ 2. Binnen fünfzehn Tagen nach Eingang der Akte richtet die Verwaltung eine Empfangsbestätigung an den Enteigner per Einschreiben, wenn sie der Ansicht ist, dass die Akte vollständig ist und eine Beschlussfassung mit voller Sachkenntnis ermöglicht.

Wenn die Verwaltung der Ansicht ist, dass die Akte unvollständig ist oder keine Beschlussfassung mit voller Sachkenntnis ermöglicht, übermittelt sie dem Enteigner binnen der in Absatz 1 genannten Frist ein Einschreiben, in dem sie ihn um die Mitteilung der fehlenden Angaben ersucht. Binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang dieser Angaben, die gemäß Paragraf 1 zugesandt oder ausgehändigt werden, übermittelt die Verwaltung dem Enteigner per Einschreiben eine Empfangsbescheinigung.

§ 3. Unbeschadet von Artikel 22 können Lücken in den Aktenunterlagen nur dann Auswirkungen auf die Gesetzmäßigkeit des Enteignungserlasses haben, wenn feststeht, dass der Gemeinderat der Gemeinde oder die Regierung nicht mit voller Sachkenntnis hat beschließen können.

§ 4. Die Regierung kann Modalitäten und Bedingungen für die Übermittlung und Untersuchung der Enteignungsakte in elektronischer Form bestimmen.

Abschnitt 3. — Beratung und Information

Art. 10 - Zur gleichen Zeit wie die Verwaltung dem Enteigner die Empfangsbestätigung übermittelt, richtet sie eine Kopie der Akte, einschließlich der Empfangsbestätigung nach Artikel 9 § 2, per Einschreiben mit Empfangsbestätigung an:

1° das Gemeindegremium jeder Gemeinde, auf deren Gebiet sich die Akte erstreckt;

2° den beauftragten Beamten und den Beamten für Handelsniederlassungen, wenn er die zuständige Behörde für die Ausstellung der Genehmigung ist, oder wenn er kraft des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen zwangsweise um die Abgabe einer Stellungnahme ersucht werden muss;

3° die anderen Dienststellen, Kommissionen und Behörden, die von der Regierung bestimmt werden, oder deren Stellungnahme die Verwaltung für nützlich erachtet.

Art. 11 - Die in Artikel 10 erwähnten Instanzen, Behörden, Dienststellen und Kommissionen übermitteln der Verwaltung ihre Stellungnahme binnen dreißig Tagen ab dem Eingang der Enteignungsakte. Mangels dessen wird das Verfahren fortgesetzt.

Im Rahmen seiner Stellungnahme äußert der beauftragte Beamte oder der Beamte für Handelsniederlassungen sich ausschließlich auf der Grundlage der in der Akte enthaltenen Angaben.

Art. 12 - § 1. Innerhalb der in Artikel 9 § 2 genannten Frist informiert die Verwaltung die in der Enteignungsakte identifizierten Inhaber von Rechten an dem zu enteignenden unbeweglichen Gut per Einschreiben mit Empfangsbestätigung, dass die Akte eingereicht wird.

Die Inhaber von Rechten, die diese Information erhalten haben, richten unverzüglich in voller Eigenverantwortung eine Kopie an die Drittpersonen, die ein persönliches oder dingliches Recht an dem unbeweglichen Gut haben; dies erfolgt, ohne dass die Gesetzmäßigkeit des Enteignungserlasses aus diesem Grund in Frage gestellt werden kann.

§ 2. Die Information nach Paragraph 1 umfasst mindestens die folgenden Angaben:

1° das äußerste Datum, an dem Bemerkungen übermittelt werden können;

2° die Angaben zu dem Enteigner und den Enteigneten, die in der Enteignungsakte erwähnt werden;

3° eine kurze Beschreibung des gemeinnützigen Zwecks;

4° die Angabe, dass der Zweck des Antrags in der Erlangung eines Enteignungserlasses besteht;

5° die Verpflichtung für den Empfänger, unverzüglich eine Kopie davon an die Drittpersonen zu richten, die ein persönliches oder dingliches Recht an dem unbeweglichen Gut haben, und die in der Information nicht erwähnt sind;

6° die Tage, die Uhrzeiten und den Ort, an denen die Inhaber von Rechten an dem zu enteignenden unbeweglichen Gut Einsicht in die Akte nehmen können;

7° die Anschrift, an welche die Bemerkungen der Inhaber von Rechten an dem unbeweglichen Gut gerichtet werden können.

Die Regierung kann die in Absatz 1 aufgelisteten Angaben ergänzen und präzisieren.

Art. 13 - Binnen dreißig Tagen ab dem Empfang der Sendung nach Artikel 12 § 1 Absatz 1 können die Inhaber von Rechten an dem unbeweglichen Gut ihre schriftlichen Bemerkungen an die Verwaltung richten. Alle nach dieser Frist übermittelten Bemerkungen werden nicht berücksichtigt.

Art. 14 - Wenn die Enteignungsakte gleichzeitig mit der Annahme eines Plans, eines Schemas, eines Areals oder mit einer zur Umsetzung des gemeinnützigen Zwecks administrativen Zulassung untersucht wird, können sie zusammen den Formalitäten unterzogen werden, die zwecks der Annahme des Plans, des Schemas, des Areals oder zur Ausstellung der administrativen Zulassung vorgesehen werden.

Art. 15 - Die Änderungen, die nach der Beratung und Information an der Akte angebracht werden können, ergeben sich aus den Stellungnahmen oder Bemerkungen, die im Laufe der einen oder der anderen abgegeben worden sind. Die Änderungen dürfen nicht die Erweiterung des geplanten Enteignungsgebiets ohne die Zustimmung der Inhaber von Rechten an von der geplanten Erweiterung betroffenen unbeweglichen Gut zur Folge haben.

Abschnitt 4. — Zusammenfassender Bericht der Verwaltung

Art. 16 - Auf der Grundlage der im Laufe des Verfahrens abgegebenen Bemerkungen und Stellungnahmen erstellt die Verwaltung einen zusammenfassenden Bericht, der ihre Stellungnahme und einen Beschlussvorschlag enthält.

Die Verwaltung übermittelt diesen Bericht der Gemeinde oder der Regierung und dem Enteigner binnen fünfundsiebzig Tagen nach der Empfangsbestätigung der Akte nach Artikel 9 § 1. Mangels dessen wird das Verfahren fortgesetzt.

Abschnitt 5. — Beschluss über die Enteignungsakte

Art. 17 - § 1. Die Gemeinde oder die Regierung teilt dem Enteigner ihren Beschluss binnen hundertdreißig Tagen nach der Empfangsbestätigung der Akte nach Artikel 9 § 1 per Einschreiben mit.

Die Regierung oder die Gemeinde nimmt die Beratungen und Informationen auf, die die Verwaltung nicht vorgenommen hat, unter Einhaltung der in den Artikeln 10 bis 13 vorgesehenen Formen und Fristen. In diesem Fall wird die in Absatz 1 genannte Frist um dreißig Tage verlängert.

Wenn kein Beschluss binnen der in Absatz 1 und 2 vorgesehenen Frist übermittelt worden ist, und die Verwaltung binnen der in Artikel 16 Absatz 2 genannten Frist der Gemeinde oder der Regierung einen Beschlussvorschlag übermittelt hat, so gilt Letzterer als Beschluss.

Wenn binnen der in Artikel 16 Absatz 2 genannten Frist kein Beschlussvorschlag übermittelt worden ist, und binnen der in Absatz 1 oder 2 genannten Frist kein Beschluss übermittelt worden ist, so gilt die Enteignung als verweigert.

§ 2. Gleichzeitig mit seiner Mitteilung an den Enteigner wird der in Paragraph 1 Absatz 1 genannte Beschluss an die Regierung, an die Verwaltung und an die Gemeinden, auf deren Gebiet sich das gemeinnützige Projekt erstreckt, gerichtet.

Der Beschluss wird während dreißig Tagen auf den Websites der Gemeinden, wenn es diese gibt, oder an den üblichen Anschlagstellen veröffentlicht.

Die Regierung kann die Modalitäten für diese Veröffentlichung festlegen.

§ 3. Auf Initiative der Verwaltung wird der Enteignungserlass auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 18 - In dem Enteignungserlass, der vor der Ausstellung der zur Umsetzung des gemeinnützigen Zwecks

erforderlichen administrativen Zulassungen verabschiedet werden kann, stehen gegebenenfalls die folgenden Angaben:

- 1° die Höchstdauer der zeitweiligen Ingebrauchnahme nach Artikel 3;
- 2° die Nutzung und der Umfang der Dienstbarkeiten nach Artikel 2 § 2;
- 3° die Straßen, die durch den Enteignungserlass stillgelegt werden, einschließlich ihrer Abgrenzung, und die Ausgleichsmaßnahmen, die gegebenenfalls auferlegt werden;
- 4° die Begründung für die Verringerung der Fristen nach Artikel 5 § 3.

Dem Enteignungserlass wird der in Artikel 7 § 1 Ziffer 2 erwähnte Enteignungsplan beigefügt.

Art. 19 - Die in Artikel 18 Absatz 1 Ziffer 3 erwähnten Straßen werden am Tag der in Artikel 17 § 3 erwähnten Veröffentlichung stillgelegt.

Art. 20 - § 1. Der Enteignungserlass verfällt, wenn er binnen zehn Jahren nach seiner Notifizierung an den Enteigner oder der für diese Notifizierung eingeräumten Frist nicht umgesetzt wurde.

Der Enteignungserlass wird durch die gütliche Abtretung der in Artikel 2 genannten Rechte umgesetzt; diese erfolgt, sobald eine Einigung zwischen dem Enteigner und dem Enteigneten erreicht ist, oder mittels der Hinterlegung des Enteignungsantrags gemäß Artikel 28.

Der Enteignungserlass verfällt für den nicht umgesetzten Teil.

Der Verfall erfolgt von Rechts wegen.

§ 2. Auf Antrag des Enteigners wird der Enteignungserlass jedoch um einen Zeitraum von zwei Jahren verlängert. Der Antrag wird spätestens neunzig Tage vor Ablauf der in Paragraph 1 genannten Verfallfrist eingereicht.

Die Verlängerung wird von dem Gemeinderat oder, in den in Artikel 6 § 1 Absatz 2 und 3 genannten Fällen, von der Regierung gewährt.

Die Verlängerung wird dem Enteigner und den Enteigneten notifiziert.

§ 3. Wenn vor dem Staatsrat eine Beschwerde gegen den Enteignungserlass eingereicht wird oder seine Gesetzmäßigkeit vor irgendeiner anderen Gerichtsbehörde in Frage gestellt wird, wird die Verfallsfrist ab der Einreichung der verfahrenseinleitenden Urkunde bis zur Notifizierung oder Zustellung des endgültigen Beschlusses von Rechts wegen ausgesetzt.

KAPITEL III. — *Gerichtsverfahren*

Abschnitt 1. — Allgemeines

Art. 21 - In Übereinstimmung mit Artikel 6^{quater} des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ist das durch vorliegendes Kapitel organisierte Gerichtsverfahren anwendbar im Falle der Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit eines in der Wallonischen Region befindlichen Guts, außer wenn der Enteigner die Föderalbehörde oder eine andere durch die oder kraft der föderalen Gesetzgebung zur Durchführung von Enteignungen ermächtigte juristische Person ist.

Art. 22 - Die Gesetzwidrigkeit der Enteignung kann nur dann erklärt werden, wenn der vorgebrachte Grund im betreffenden Falle einen Einfluss auf den getroffenen Beschluss gehabt haben konnte, den Betroffenen eine Garantie entzogen hat oder die Zuständigkeit des Urhebers der Urkunde beeinträchtigen konnte.

Art. 23 - Jedes rechtskräftige Urteil oder jeder rechtskräftige Entscheid betreffend dingliche Rechte wird in das Hypothekenregister eingetragen und hat gegenüber Dritten dieselbe Auswirkung wie die Eintragung einer Abtretungsurkunde.

Das vorläufige Urteil oder der vorläufige Entscheid führt dazu, dass alle sich auf das unbewegliche Gut beziehenden dinglichen und persönlichen Rechte gelöscht werden.

Die Vorrangsrechte der eingetragenen Gläubiger werden auf die Enteignungsentschädigung übertragen.

Art. 24 - Die von der Kanzlei vorgenommenen Notifizierungen erfolgen per Einschreiben oder per Gerichtsbrief.

In Abweichung von Absatz 1 erfolgt die Notifizierung des Protokolls über das Erscheinen vor Ort nach Artikel 34 Absatz 2 und des Urteils über die Gesetzmäßigkeit der Enteignung nach Artikel 35 Absatz 4 per Einschreiben mit Empfangsbestätigung.

Art. 25 - Das Gerichtsverfahren kann auch dann eingeleitet werden, wenn der Enteigner nicht über alle zur Umsetzung des gemeinnützigen Zwecks erforderlichen administrativen Zulassungen verfügt.

Abschnitt 2. — Versuch zur gütlichen Abtretung

Art. 26 - § 1. Der Enteignungsantrag ist nur dann zulässig, wenn zuvor ein Versuch zur gütlichen Abtretung stattgefunden hat.

Dieser kann sich auf die Übermittlung durch den Enteigner eines Angebots zur Abtretung der in dem Enteignungserlass genannten Rechte beschränken; dieses Angebot enthält mindestens:

- 1° die Identifizierung der betreffenden unbeweglichen Güter und der zu enteignenden Rechte;
- 2° den vollständigen Betrag des Angebots; dieser Betrag kann sich auf null belaufen, wenn das Gut Belastungen aufweist, deren finanzielle Auswirkungen den Wert des im Enteignungserlass genannten Rechts übertreffen;
- 3° die Angabe der Frist, über welche die in Absatz 3 genannten Personen verfügen, um ihre Entscheidung zu treffen, wobei diese Frist nicht weniger als fünfzehn Tage betragen darf;
- 4° die Angabe der in Paragraph 2 erwähnten Verpflichtung.

Das in Absatz 2 genannte Angebot wird per Einschreiben an jede Person gerichtet, die nach den Katasterangaben über die Rechte verfügt, sowie an jede Person, die sich im Laufe der Information nach Artikel 12 und 13 gemeldet hätte oder die in diesem Rahmen angegeben worden wäre.

In Abweichung von Absatz 1 ist ein Antrag, dem kein Abtretungsangebot vorhergeht, zulässig, wenn es dem Enteigner unmöglich ist, den Enteigneten oder den Ort, wo Letzterem das Angebot zugesandt werden kann, zu identifizieren.

§ 2. Die Inhaber der Rechte, die die Information gemäß Artikel 12 § 1 Absatz 2 erhalten haben, informieren den Enteigner über die Identität der ihnen bekannten Drittpersonen, die ein persönliches oder dingliches Recht an dem unbeweglichen Gut haben. Wenn dies nicht stattfindet, schulden diese Personen diesen Drittpersonen die Entschädigung, die sie hätten erhalten können, und zu diesem Zweck können sie an dem Gerichtsverfahren als Parteien beteiligt werden, ohne dass die Gesetzmäßigkeit der Enteignung dadurch bestritten werden kann.

Art. 27 - § 1. Wenn der Enteignete die Gesetzmäßigkeit der Enteignung nicht bestreitet, können die Parteien vereinbaren, dass der Enteigner die unbeweglichen Güter in Besitz nimmt, bevor die zur Schaffung oder Übertragung der Rechte erforderlichen Formalitäten abgewickelt sind.

§ 2. In dem Abkommen zwischen den Parteien wird beurkundet, dass der Enteignete endgültig darauf verzichtet, die Gesetzmäßigkeit der Enteignung zu bestreiten, und dass er das Zugangsrecht nach den Artikeln 552 und 555 des Zivilgesetzbuches hinsichtlich der gegebenenfalls auf dem unbeweglichen Gut befindlichen Anpflanzungen, Bauten und Bauwerken ebenfalls nicht bestreitet.

In dem Abkommen werden die finanzielle Gegenleistung, die der Enteigner als Ausgleich für die vorzeitige Inbesitznahme zahlt, sowie die Modalitäten und die Dauer der Überweisung dieses Betrags bestimmt. Die Regierung kann den Inhalt dieses Abkommens bestimmen, einschließlich der Beträge für den finanziellen Ausgleich aufgrund des Mietwerts der gegebenenfalls betroffenen unbeweglichen Güter.

Vor der Inbesitznahme durch den Enteigner führen die Parteien eine kontradiktorische Bestandsaufnahme durch, die gegebenenfalls als Ortsbefund im Sinne von Artikel 44 dient. Die Bestandsaufnahme umfasst einen kompletten Fotobericht, der eine detaillierte Übersicht über die Örtlichkeiten ermöglicht, und gibt die Identität der anwesenden Personen an.

§ 3. Wenn keine Einigung über die Enteignungsentschädigung zustande kommt, wird das Enteignungsverfahren fortgeführt, um diese Entschädigung aufgrund des ursprünglichen Zustands der Güter, so wie er sich aus der kontradiktorischen Bestandsaufnahme ergibt, zu bestimmen.

Abschnitt 3. — Einleitung des Verfahrens

Art. 28 - Neben dem Enteignungserlass und dem Enteignungsplan nach Artikel 7 § 1 Ziffer 2 hinterlegt der Enteigner bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz, das aufgrund der Lage der Güter zuständig ist, einen einseitigen Antrag zur Festlegung des Tages und der Uhrzeit, an denen der Enteignete an Ort und Stelle erscheinen muss.

Dieser Antrag muss nicht von einem Rechtsanwalt unterzeichnet werden.

Der Enteignungserlass und der Plan werden in der Kanzlei aufbewahrt, wo die betroffenen Personen bis zum Ende des Enteignungsverfahrens kostenlos in sie Einsicht haben können.

Art. 29 - In dem einseitigen Antrag wird der Enteignete aufgrund der Katasterangaben identifiziert, außer wenn sich eine andere Person gemeldet hat oder in diesem Rahmen angegeben worden ist.

Art. 30 - Binnen acht Tagen nach der Hinterlegung des Antrags bestimmt das Gericht durch einen Beschluss den Tag und die Uhrzeit des Erscheinens vor Ort. Dieses findet spätestens am einundzwanzigsten Tag nach der Hinterlegung des Antrags statt.

In demselben Beschluss bestellt das Gericht den mit der Abfassung des Ortsbefunds betreffend die unbeweglichen Güter und der Veranschlagung der Enteignungsentschädigung beauftragten Sachverständigen.

Die Kanzlei notifiziert dem Enteigner unverzüglich den gerichtlichen Beschluss.

Art. 31 - Mindestens acht Tage vor dem für das Erscheinen festgelegten Tag wird der Enteignete von dem Enteigner geladen, um an dem vom Gericht bestimmten Tag und Zeitpunkt vor Ort zu erscheinen.

Der Ladung werden folgende Dokumente beigefügt:

- 1° eine Kopie des Enteignungserlasses;
- 2° eine Kopie des in Artikel 7 § 1 Ziffer 2 erwähnten Enteignungsplans;
- 3° eine Kopie des in Artikel 28 erwähnten Antrags;
- 4° eine Kopie des in Artikel 30 erwähnten Beschlusses.

In der Ladung wird auf das Angebot, das der Enteigner dem Enteigneten gemacht hat, hingewiesen. Unter Vorbehalt der in Artikel 35 Absatz 3 vorgesehene Bestimmung verpflichtet dieses Angebot weder das Gericht noch den Sachverständigen.

Das Gericht lädt den Sachverständigen zum Erscheinen vor Ort.

Abschnitt 4. — Beteiligung von Interesse habenden Dritten

Art. 32 - Sofort ab Eingang der in Artikel 31 erwähnten Ladung informiert die geladene Partei die Drittpersonen, die ein persönliches oder dingliches Recht an dem unbeweglichen Gut haben, über die vorgenommene Enteignung sowie über den Tag, die Uhrzeit und den Ort des Erscheinens vor Ort.

Drittpersonen, die dem Verfahren beitreten möchten, stellen einen entsprechenden Antrag, außer bei dem Erscheinen vor Ort, wo dieser Beitritt ohne weitere Formalitäten als der Vermerk im Protokoll dieses Erscheinens erfolgt.

Wenn die in Absatz 1 erwähnten Drittpersonen wegen der Fahrlässigkeit der geladenen Partei nicht vor der Verkündung des Urteils zur Festlegung der Entschädigung im Sinne von Artikel 49 vor dem Gericht erscheinen, schuldet diese Partei ihnen die Entschädigung, die sie hätten erhalten können.

Abschnitt 5. — Erscheinen vor Ort

Art. 33 - Unbeschadet des Verzichts im Sinne von Artikel 27 § 1 weisen die geladene Partei und die beitretenden Parteien während des Erscheinens vor Ort auf ihre Absicht, die Gesetzmäßigkeit des Verfahrens zu bestreiten; wenn sie dies nicht tun, verwirkt diese Möglichkeit.

Art. 34 - Das Erscheinen vor Ort ist Gegenstand eines Protokolls, in dem die folgenden Punkte festgehalten werden:

- 1° die durchgeführten Vorgänge;
- 2° die während des Erscheinens vor Ort gemachten Feststellungen;
- 3° die eventuelle Beteiligung von Interesse habenden Dritten;
- 4° das eventuelle Bestreiten der Gesetzmäßigkeit der Enteignung;
- 5° wenn die Gesetzmäßigkeit bestritten wird, das in Anwendung von Artikel 36 § 1 Absatz 1 festgelegte Datum der Verhandlung und gegebenenfalls die Einigung der Parteien über den Zeitplan für den Austausch der Schriftsätze nach Artikel 36 § 1 Absatz 2.

Die Kanzlei notifiziert dieses Protokoll den Parteien und ihren Rechtsanwälten binnen fünf Tagen nach dem Erscheinen vor Ort.

*Abschnitt 6. — Vorläufiges Urteil und vorläufiger Entscheid**Unterabschnitt 1. — Vorläufiges Urteil*

Art. 35 - Wenn während des Erscheinens vor Ort keine Partei die Absicht geäußert hat, die Gesetzmäßigkeit der Enteignung zu bestreiten, befindet das Gericht über den Enteignungsantrag binnen acht Tagen nach dem Erscheinen.

Wenn das Gericht dem Antrag des Enteigners stattgibt, legt es in demselben Urteil mittels einer ungefähren Schätzung die Höhe des Entschädigungsvorschusses fest, den der Enteigner dem Enteigneten und den als Beitretende zugelassenen Parteien schuldet.

Der Betrag der Entschädigung darf sich nicht auf weniger als neunzig Prozent des vom Enteigner in Anwendung von Artikel 26 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 angebotenen Betrags belaufen. Außer wenn sich die Parteien darüber einigen, teilt das Urteil die Entschädigung nicht zwischen den Parteien auf.

Die Kanzlei notifiziert das Urteil den Parteien binnen fünf Tagen nach seiner Verkündung.

Binnen derselben Frist übermittelt die Kanzlei dem Enteigner eine Ausfertigung des Urteils und so viele beglaubigte Abschriften, wie es Enteignete und als Beitretende zugelassene Parteien gibt, wobei sie die ggf. stattgefundene Wohnsitzwahl berücksichtigt.

Art. 36 - § 1. Wenn eine der Parteien bei dem Erscheinen vor Ort die Absicht erklärt, die Gesetzmäßigkeit der Enteignung zu bestreiten, legt das Gericht das Datum der Verhandlung fest; Letztere kann nicht später als einen Monat nach dem Erscheinen vor Ort stattfinden.

Das Datum der Verhandlung und die eventuelle Einigung der Parteien über den Zeitplan für den Austausch der Schriftsätze werden im anlässlich des Erscheinens vor Ort aufgestellten Protokoll festgehalten.

§ 2. Mangels einer Einigung der Parteien über den Zeitplan für den Austausch der Schriftsätze bestimmt das Gericht, innerhalb welcher Fristen die Parteien die Schriftsätze zu verfassen haben.

Die Kanzlei fügt den Beschluss zur Festlegung der Fristen für die Schriftsätze dem Einschreiben bei, durch welches sie das Protokoll über das Erscheinen vor Ort zustellt. Diese Sendung erfolgt binnen fünf Tagen nach dem Erscheinen vor Ort.

§ 3. Unter Zugrundelegung der vom Enteigner vorgebrachten Begründungen legt das Gericht unter Einhaltung von Paragraph 1 Absatz 1 das Datum der Verhandlung fest, wobei die Erfordernisse des gemeinnützigen Zwecks berücksichtigt werden.

Wenn für den Antrag auf den Enteignungserlass Anwendung von Artikel 5 § 3 gemacht wird, findet die Verhandlung in Abweichung von Paragraph 1 Absatz 1 spätestens acht Tage nach dem Erscheinen vor Ort statt.

§ 4. Die Parteien können sich über eine Änderung des Zeitplans für den Austausch der Schriftsätze einigen, egal ob dieser Zeitplan auf gutlichem Wege oder durch das Gericht festgelegt worden war.

Art. 37 - Die Verhandlung darf nicht vertagt oder später fortgesetzt werden, außer wenn der Enteigner damit einverstanden ist.

Art. 38 - Das Urteil über die Anfechtung der Gesetzmäßigkeit der Enteignung wird binnen zwanzig Tagen nach dem Verhandlungsschluss gefällt. Wenn das Gericht dem Enteignungsantrag stattgibt, legt es in demselben Urteil mittels einer ungefähren Schätzung die Höhe des Entschädigungsvorschusses fest, den der Enteigner dem Enteigneten und den als Beitretende zugelassenen Parteien schuldet. Hierbei wird Artikel 35 Absatz 3 beachtet.

Die Kanzlei notifiziert das Urteil den Parteien binnen fünf Tagen nach seiner Verkündung.

Binnen derselben Frist übermittelt die Kanzlei dem Enteigner eine Ausfertigung des Urteils und so viele beglaubigte Abschriften, wie es Enteignete und als Beitretende zugelassene Parteien gibt, wobei sie die ggf. stattgefundene Wohnsitzwahl berücksichtigt.

Unterabschnitt 2. — Vorläufiger Entscheid

Art. 39 - Die Parteien können mittels eines Antrags den Appellationshof anrufen oder bei ihm Berufung einlegen: 1° wenn sie binnen acht Tagen nach dem Erscheinen vor Ort den Beschluss zur Festlegung der Fristen für das Einreichen der Schriftsätze nicht erhalten haben;

2° wenn das Datum der Verhandlung binnen eines Monats nach dem Erscheinen vor Ort nicht festgelegt ist;

3° wenn sie binnen eines Monats nach Verhandlungsschluss keine Notifizierung des Urteils erhalten haben;

4° gegen das vorläufige Urteil ausschließlich wegen seiner Erwägungen über die Gesetzmäßigkeit der Enteignung.

Gegen das vorläufige Urteil ist kein anderer Rechtsbehelf möglich; dieses Urteil ist ungeachtet Einlegung eines Rechtsmittels nicht vorläufig vollstreckbar.

Art. 40 - Die Frist, um den Appellationshof anzurufen oder bei ihm Berufung einzulegen ist fünfzehn Tage ab

1° dem Ablauf der achttägigen Frist in dem in Artikel 39 Absatz 1 Ziffer 1 genannten Fall;

2° dem Eingang des Protokolls über das Erscheinen vor Ort oder jeglicher späteren Notifizierung zur Verschiebung der Verhandlung in dem in Artikel 39 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Fall;

3° dem Ablauf der einmonatigen Frist nach Artikel 39 Absatz 1 Ziffer 3;

4° dem Eingang der Notifizierung nach Artikel 38 Absatz 2 in dem in Artikel 39 Absatz 1 Ziffer 4 genannten Fall.

Art. 41 - Über die Berufung wird in der Einleitungssitzung oder spätestens binnen eines Monats nach der Hinterlegung des Antrags befunden. Unter Zugrundelegung der vom Enteigner vorgebrachten Begründungen legt der Hof, wenn nötig, das Datum der Sitzung fest, wobei die Erfordernisse des gemeinnützigen Zwecks berücksichtigt werden.

Wenn der Entscheid dem Enteignungsantrag stattgibt,

1° übernimmt er den vom Gericht festgelegten Entschädigungsvorschuss, oder wenn er diesen nicht übernimmt, legt er mittels einer ungefähren Schätzung die Höhe des Entschädigungsvorschusses fest, den der Enteigner dem Enteigneten und den als Beitretende zugelassenen Parteien schuldet. Hierbei wird Artikel 35 Absatz 3 beachtet;

2° weist er die Sache an das Gericht zurück, damit dieses die Entschädigung festlegt, gemäß Artikel 49.

Die Kanzlei notifiziert den Entscheid den Parteien binnen fünf Tagen nach seiner Verkündung.

Binnen derselben Frist übermittelt die Kanzlei dem Enteigner eine Ausfertigung des Entscheids und so viele beglaubigte Abschriften, wie es Enteignete und beitretende Parteien gibt, wobei sie die ggf. stattgefundene Wohnsitzwahl berücksichtigt.

Art. 42 - Nur der Enteigner ist ermächtigt, gegen den kraft Artikel 41 verkündeten Entscheid eine Kassationsbeschwerde einzulegen.

Unterabschnitt 3. — Überweisung des Entschädigungsvorschusses

Art. 43 - Kraft des vorläufigen Urteils oder Entscheids, und ohne dass dieses bzw. dieser einer vorherigen Zustellung bedarf, zahlt der Enteigner den Entschädigungsvorschuss bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse, nachstehend "die Kasse" genannt, ein.

Für die zwecks der Einzahlung ausgestellte Zahlungsanweisung ist keine vorherige Formalität erforderlich.

Binnen fünf Tagen nach der Einzahlung übermittelt die Kasse dem Enteigner so viele beglaubigte Abschriften des Zertifikats über die Hinterlegung des Entschädigungsvorschusses wie es Enteignete und als Beitretende zugelassene Parteien gibt.

Nachdem er sich das Urteil oder den Entscheid, und das Zertifikat, das nach der Niederschrift des Beschlusses zur Feststellung, dass das unbewegliche Gute mit keiner Hypothek belastet ist, ausgestellt wurde, angesehen hat, teilt der Bedienstete der Kasse den Enteigneten und den als Beitretende zugelassenen Parteien den Betrag der hinterlegten Entschädigung mit, wenn es auf die hinterlegten Beträge keine Drittpfändung oder Vorpfändung bei Drittschuldnern gibt.

Wenn das in Absatz 3 erwähnte Zertifikat nicht vorgelegt wird, oder wenn keine Bestätigung über die Aufhebung der Drittpfändungen oder Vorpfändungen bei Drittschuldnern vorliegt, oder aber wenn das Urteil oder der Entscheid zur Festlegung der Entschädigung die jeweiligen Rechte der Enteigneten und der als Beitretende zugelassenen Parteien nicht geregelt hat, kann die Zahlung nur auf richterlichen Beschluss stattfinden.

Unterabschnitt 4. — Ortsbefund und Inbesitznahme

Art. 44 - § 1. Wenn das Urteil oder der Entscheid dem Enteignungsantrag stattgibt, erstellt der vom Gericht bestellte Sachverständige den Ortsbefund betreffend die unbeweglichen Güter, außer in dem in Artikel 27 § 2 Absatz 3 genannten Fall.

Der Enteigner kann beschließen, dass der Ortsbefund erstellt wird, ohne dass auf die Verkündung des vorläufigen Urteils oder Entscheids gewartet wird. Er notifiziert seinen Beschluss durch ein dem Sachverständigen, dem Enteigneten und gegebenenfalls der beitretenden Partei übermitteltes Einschreiben.

§ 2. Der Ortsbefund nach Paragraph 1 umfasst mindestens einen kompletten Fotobericht, sowie die Identifizierung der anwesenden Personen.

§ 3. Die Parteien können diesem Vorgang beiwohnen und in dem Ortsbefund alle nützlichen Bemerkungen vermerken lassen.

Den Interesse habenden Dritten, die sich nicht während des Erscheinens vor Ort beteiligt haben, wird erlaubt, sich während der Aufstellung des Ortsbefunds zu beteiligen, ohne dass dies jedoch eine Verzögerung des Vorgangs verursachen darf.

§ 4. Der Sachverständige hinterlegt den Ortsbefund bei der Kanzlei binnen fünfzehn Tagen

1° entweder nachdem der Sachverständige den Beschluss des Enteigners zur Durchführung des Ortsbefunds, ohne auf die Verkündung des vorläufigen Urteils oder Entscheids zu warten, zur Kenntnis genommen hat;

2° oder nach der Notifizierung des vorläufigen Urteils oder Entscheids, die ihm durch die zuerst handelnde Partei übermittelt wird.

Am selben Tag wie dem der Hinterlegung des Ortsbefunds bei der Kanzlei übermittelt der Sachverständige dem Enteigner per Einschreiben vier als gleichlautend bescheinigte Abschriften dieses Ortsbefunds. Auf Antrag des Enteigners legt der Sachverständige unverzüglich eine weitere beglaubigte Abschrift des Ortsbefunds vor.

Binnen der in Absatz 2 genannten Frist übermittelt der Sachverständige dem Enteigneten eine Abschrift des Ortsbefunds.

Art. 45 - Der Enteigner nimmt das enteignete Gut - einschließlich desjenigen, das dazu bestimmt ist, zeitweilig in Gebrauch genommen zu werden - in Besitz, ohne weitere Formalität als die Zustellung durch Gerichtsvollzieherurkunde an den Enteigneten und an die als Beitretende zugelassenen Parteien einer beglaubigten Abschrift folgender Unterlagen:

1° des rechtskräftigen vorläufigen Urteils oder Entscheids;

2° des Zertifikats der Hinterlegungs- und Konsignationskasse über die Hinterlegung des Entschädigungsvorschusses, außer wenn das vorläufige Urteil oder der vorläufige Entscheid eine Entschädigung gleich null vorsieht;

3° des Ortsbefunds betreffend das unbewegliche Gut.

Durch die Erfüllung der in Absatz 1 genannten Formalitäten werden die Dienstbarkeiten nach Artikel 2 § 2 wirksam, so wie sie im Enteignungserlass beschrieben sind.

Art. 46 - § 1. Wenn der Enteigner binnen fünf Tagen nach Ablauf der in Artikel 44 § 4 Absatz 1 vorgesehenen Frist keine Abschrift des Ortsbefunds erhalten hat, kann er den Ortsbefund aufstellen, nachdem der Enteignete und die als Beitretende zugelassenen Parteien mindestens vier Tage im Voraus aufgefordert worden sind, am Tag und zu der Uhrzeit, die in der Vorladung festgelegt werden, bei der Erstellung des Ortsbefunds anwesend zu sein, und sie in Kenntnis gesetzt wurden, dass dieser Ortsbefund auch dann vorgenommen wird, wenn sie abwesend sind.

Artikel 44 §§ 2 bis 4 Absatz 1 ist auf den vom Enteigner erstellten Ortsbefund anwendbar.

§ 2. Der Enteigner nimmt das enteignete Gut trotz jeder ihm übermittelten Beanstandung in Besitz, nachdem er dem Enteigneten und den als Beitretende zugelassenen Parteien durch eine Gerichtsvollzieherurkunde eine beglaubigte Abschrift der folgenden Dokumente zugestellt hat:

1° des rechtskräftigen vorläufigen Urteils oder Entscheids;

2° des Zertifikats der Hinterlegungs- und Konsignationskasse über die Hinterlegung des Entschädigungsvorschusses, außer wenn das vorläufige Urteil oder der vorläufige Entscheid keine Entschädigung für die Partei, der die Zustellung übermittelt werden sollte, vorsieht;

3° des von ihm verfassten Ortsbefunds.

Durch die Erfüllung der in Absatz 1 genannten Formalitäten werden die Dienstbarkeiten nach Artikel 2 § 2 wirksam, so wie sie im Enteignungserlass beschrieben sind.

§ 3. Der Sachverständige wird auf Antrag der zuerst handelnden Partei vom Gericht von Amts wegen abberufen, wenn der Enteigner binnen fünf Tagen nach dem Ablauf der in Artikel 44 § 4 Absatz 1 vorgesehenen Frist keine Abschrift des Ortsbefunds erhalten hat.

Durch dasselbe Urteil bestellt das Gericht einen neuen Sachverständigen für die Erstellung des Berichts, der die Einschätzung der Entschädigung nach Artikel 48 enthält.

Die Kanzlei notifiziert das Urteil unverzüglich dem bestellten Sachverständigen und den Parteien.

Art. 47 - Nach der Zustellung nach Artikel 45 Absatz 1 oder Artikel 46 § 2 kann der Enteigner ohne weitere Formalität einen Gerichtsvollzieher oder die Staatsgewalt anfordern, um gegebenenfalls die Ausweisung des Enteigneten und aller Personen, die sich vor Ort befinden würden, vorzunehmen, und die beweglichen Vermögensgegenstände, die sich dort befinden, zu entfernen.

Wenn das unbewegliche Gut als Hauptwohnsitz dient, kann die Ausweisung in Abweichung von Absatz 1 frühestens dreißig Tage nach der in Artikel 45 Absatz 1 oder Artikel 46 § 2 vorgesehenen Zustellung erfolgen.

Unterabschnitt 5. — Aufstellung des Bewertungsberichts

Art. 48 - § 1. Am Abschluss seiner Arbeiten und gegebenenfalls eines Austauschs von Bemerkungen zwischen den Parteien übermittelt der Sachverständige den Letztgenannten und ihren Rechtsanwälten seine Feststellungen, denen er eine vorläufige Stellungnahme beifügt.

Der Sachverständige ermöglicht es den Parteien und ihren technischen Beratern, ihre Bemerkungen über seine Feststellungen und seine vorläufige Stellungnahme zu äußern. Zu diesem Zweck legt er eine angesichts der Komplexität der Sache vernünftige Frist fest.

§ 2. Der Sachverständige hinterlegt bei der Kanzlei einen Bericht, der die endgültige Veranschlagung für die von ihm vorgeschlagene Enteignungsentschädigung und die für die Bestimmung der Entschädigung zweckdienlichen Angaben enthält.

§ 3. Die Hinterlegung bei der Kanzlei erfolgt innerhalb sechs Monaten entweder nach der Hinterlegung des Ortsbefunds nach Artikel 44 § 4 Absatz 1 oder nach Artikel 46 § 1, oder nach der Notifizierung nach Artikel 46 § 3 Absatz 3, je nach Fall.

Nur das Gericht darf diese Frist verlängern. Wenn das Gericht dem Sachverständigen eine neue Frist einräumt, führt die Nichteinhaltung dieser Frist von Amts wegen zu seiner Abberufung durch das Gericht. Diese erfolgt auf Antrag der zuerst handelnden Partei. Durch dasselbe Urteil bestellt das Gericht einen neuen Sachverständigen für die Erstellung des Berichts, der die Einschätzung der Entschädigung enthält.

Abschnitt 7. — Urteil und Entscheid über die Entschädigungen

Unterabschnitt 1. — Urteil über die Entschädigungen

Art. 49 - Nach dem Vorbereitungsverfahren legt das Gericht den Tag und die Uhrzeit für die Verhandlungssitzung fest.

Zu dieser Sitzung kann das Gericht gegebenenfalls Interesse habende Dritte als beitretende Parteien empfangen, wenn sie einen entsprechenden Antrag gestellt haben, und insoweit sich daraus keine Verzögerung ergibt.

Nachdem das Gericht die anwesenden Parteien und den Sachverständigen angehört hat, bestimmt es die Höhe der wegen der Enteignung geschuldeten Entschädigung.

Außer wenn sich die Parteien darüber einigen oder einen entsprechenden Antrag stellen, teilt das Urteil die Entschädigung nicht zwischen den Parteien auf.

Art. 50 - Kraft dieses Urteils, und ohne dass Letzteres einer Zustellung bedarf, hinterlegt der Enteigner binnen fünfundvierzig Tagen nach der Verkündung des Urteils bei der Kasse den Betrag der Entschädigung, der den Betrag des Entschädigungsvorschusses übersteigt.

Binnen zehn Tagen nach der Hinterlegung übermittelt der Enteigner den Parteien, für welche die Beträge bestimmt sind, eine Abschrift des Zertifikats über die Hinterlegung bei der Kasse der eventuellen Entschädigungsergänzung.

Die Abhebung der bei der Kasse hinterlegten Summen erfolgt unter Einhaltung der in Artikel 43 vorgesehenen Bedingungen.

Unterabschnitt 2. — Beschwerdemittel gegen das Urteil über die Entschädigungen

Art. 51 - Die Beschwerdemittel gegen das Urteil über die Entschädigung unterliegen den Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches.

Die Artikel 49 Absatz 4 und 50 sind auf den Entscheid über die Entschädigung anwendbar.

Abschnitt 8. — Verfahrenskosten und Verfahrensentuschädigung

Art. 52 - Die erstinstanzlichen Verfahrenskosten gehen zu Lasten des Enteigners.

Die Verfahrenskosten für die Berufung unterliegen den Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches.

Die Verfahrensentuschädigung wird auf der Grundlage der Beträge in Bezug auf geldlich bewertbare Angelegenheiten bestimmt.

KAPITEL IV. — Enteignungsentschädigung

Art. 53 - Der Verkaufswert der unbeweglichen Güter ist der Betrag, den man erhält, wenn man das unbewegliche Gut unter normalen Werbebedingungen bei ausreichenden Kandidaten verkauft.

Er wird eingeschätzt, indem man mindestens einen Vergleich mit ähnlichen Abtretungen von Vermögen oder Rechten vornimmt, wobei deren Datum so dicht wie möglich an dem Datum des vorläufigen Urteils oder Entscheids liegt, außer wenn es solche Abtretungen nicht gibt.

Der Vergleich wird durch eine detaillierte Überprüfung der Vor- und Nachteile der Güter gerechtfertigt, auf welche die Vergleichspunkte im Verhältnis zum enteigneten Gut anwendbar sind.

Art. 54 - Der Wert der unbeweglichen Güter wird aufgrund der Kosten für die Studien und für die durchzuführenden Arbeiten verringert, die zu Lasten des Enteigneten sind, oder die jeder potentielle Erwerber berücksichtigen würde.

Art. 55 - Bei aufeinanderfolgenden Enteignungen zur Umsetzung ein und desselben gemeinnützigen Zwecks wird bei der Festsetzung der Entschädigung der Zustand des unbeweglichen Gutes und seiner Umwelt zum Zeitpunkt der ersten Enteignung berücksichtigt, auch wenn die Enteignungen auf der Grundlage von unterschiedlichen Plänen, Schemen oder Arealen, oder von mehreren Enteignungserlassen stattfinden, oder von unterschiedlichen Enteignern durchgeführt werden.

Art. 56 - Wenn die Enteignung zwecks der Umsetzung eines Schemas, eines Plans oder eines Areals im Sinne von Artikel D.VI.1 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung vorgenommen wird, wird der durch dieses Schema, diesen Plan oder dieses Areal gebrachte Mehr- oder Minderwert nicht berücksichtigt.

Der durch die Umsetzung des gemeinnützigen Zwecks gebrachte Mehr- oder Minderwert wird nicht berücksichtigt.

Art. 57 - Zwecks der Einschätzung des Wertes des enteigneten unbeweglichen Gutes wird die Wertsteigerung dieses Gutes anschließend an Arbeiten oder Änderungen, die nach dem Abschluss der Information nach Artikel 12 und 13 durchgeführt werden, nicht berücksichtigt, außer wenn sie für die Erhaltung und die Instandhaltung des unbeweglichen Guts erforderlich sind.

Art. 58 - Die Entschädigung für die zeitweilige Ingebrauchnahme nach Artikel 3 wird aufgrund des Mietwerts des Guts und der sich gegebenenfalls daraus ergebenden Schäden bestimmt. Wenn diese Schäden nach der Verkündung des Entscheids über die Entschädigungen zustande kommen, kann ihre Wiedergutmachung nach dem Gemeinrecht vorgenommen werden.

KAPITEL V. — Rückabtretung

Art. 59 - § 1. Das Recht auf Rückabtretung entsteht, wenn innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab der Inbesitznahme des unbeweglichen Gutes oder der letzten Parzelle bei aufeinanderfolgenden Enteignungen

1° entweder die Abtretung an einen Dritten, dessen Aktivität den gemeinnützigen Zweck umsetzt, nicht stattgefunden hat;

2° oder die Zweckbestimmung einer Enteignung für den gemeinnützigen Zweck nicht stattgefunden hat;

3° oder die zur Umsetzung des gemeinnützigen Zwecks erforderlichen Handlungen oder Arbeiten nicht angefangen haben.

Die Frist von fünf Jahren wird ausgesetzt, wenn der Enteigner mit höherer Gewalt konfrontiert ist.

Die teilweise oder zeitweilige Umsetzung des gemeinnützigen Zwecks betreffend ein unbewegliches Gut verhindert die Rückabtretung des Ganzen.

§ 2. Die Rückabtretung betrifft lediglich das Eigentumsrecht an dem enteigneten unbeweglichen Gut.

Sie kann nur dann stattfinden, wenn der Enteigner das betreffende Gut ganz oder teilweise einer Drittperson abgetreten hat.

Sie kommt dem Enteigneten oder seinen Rechtsnachfolgern zugute, außer wenn sie darauf verzichtet haben.

Sie gilt für alle gütlichen oder gerichtlichen Abtretungen, außer wenn sie in Anwendung von Artikel 4 stattgefunden haben.

Wenn die Rückabtretung mehrere Anspruchsberechtigte betrifft, befasst derjenige, der das Verfahren einleitet, die gesamten Anspruchsberechtigten mit der Angelegenheit.

§ 3. Die Rückabtretung erlischt von Rechts wegen wenn die Einschreibesendung nach Artikel 60 § 2 nicht binnen drei Jahren nach ihrer Entstehung erfolgt.

Art. 60 - § 1. Wenn das Recht auf Rückabtretung entsteht, informiert der Enteigner den Anspruchsberechtigten per Einschreiben über die Möglichkeit, über die er verfügt, dieses Recht auszuüben.

Zur Vermeidung des Ausschlusses ist der Anspruchsberechtigte der Rückabtretung verpflichtet, den Enteigner binnen zwei Monaten nach der Notifizierung nach Absatz 1 per Einschreiben über seine Absicht zu informieren, das Eigentum über das unbewegliche Gut zurück zu erlangen.

§ 2. Bei Nichtbeachtung der Verpflichtung nach Paragraf 1 Absatz 1 setzt der Anspruchsberechtigte der Rückabtretung den Enteigner binnen der in Artikel 59 § 3 genannten Frist per Einschreiben in Verzug, diese Rückabtretung vorzunehmen.

§ 3. Die Abtretung des unbeweglichen Guts an den Anspruchsberechtigten der Rückabtretung muss binnen vier Monaten nach dem Empfang der Notifizierung nach Paragraf 1 Absatz 2 oder nach Paragraf 2 erfolgen.

Art. 61 - Wenn die in Artikel 59 erwähnten Bedingungen erfüllt sind und bei Nichtbeachtung der in Artikel 60 § 3 erwähnten Verpflichtung kann der Anspruchsberechtigte der Rückabtretung binnen sechs Monaten nach der Sendung der in Artikel 60 § 1 Absatz 2 oder § 2 erwähnten Notifizierung das Gericht mit der Angelegenheit befragen, damit der Enteigner verpflichtet wird, ihm das enteignete Gut abzutreten.

Wenn in dem rechtskräftigen Urteil oder, bei Berufung, in dem Entscheid dem Rückabtreibungsantrag stattgegeben wird, bewirken diese Urkunden die Eigentumsübertragung an den Anspruchsberechtigten und wird Letztere auf Betreiben der zuerst handelnden Partei in das Hypothekenregister eingetragen.

Die Klage unterliegt den Regeln des Gerichtsgesetzbuches.

Art. 62 - Der Preis der unbeweglichen Güter, die Gegenstand der Rückabtretung sind, entspricht dem Verkaufswert des Gutes am Tag der Abtretung nach Artikel 60 § 3 oder des Urteils bzw. des Entscheids, durch das bzw. durch den die Rückabtretung beschlossen wird, ohne dass er den Betrag der vom Enteigneten erhaltenen Entschädigung übertreffen darf.

KAPITEL VI. — Gütliche Abtretung und Beurkundung

Art. 63 - Unbeschadet sonstiger gesetzlicher oder verordnungsrechtlicher Vorschriften bevollmächtigt der Enteigner für die Veranschlagung und die Verhandlungen zwecks einer gütlichen Abtretung und der Beurkundung nach den Artikeln 26 und 27:

1° den Erwerbssausschuss, um in seinem Namen und für seine Rechnung zu handeln,

2° oder ein Kollegium von drei Notaren, die aufgrund ihrer durch geeignete Nachweise belegten besonderen Fachkenntnisse ausgewählt werden, um die Veranschlagung vorzunehmen, und anschließend einen Notar dieses Kollegiums, um die Rechtsakte aufzustellen und zu beurkunden.

Die Regierung bestimmt die Teilnehmungsmodalitäten, das Verfahren zur Auswahl der Notare unter Einhaltung der Gesetzgebung über öffentliche Aufträge und die Bedingungen in Bezug auf die Zusammenstellung des Kollegiums von drei Notaren.

KAPITEL VII. — Sonstige Bestimmung

Art. 64 - Es wird eine Fachausbildung für die gerichtlichen Sachverständigen organisiert, deren Hauptzweck darin besteht, ihnen zu ermöglichen, die in Sachen Enteignungen anzuwendenden Begriffe und Veranschlagungsmethoden zu beherrschen.

Die Regierung bestimmt die Zugangsbedingungen, die organisatorischen Modalitäten und die eventuelle Bewertungsprüfung im Rahmen dieser Ausbildung.

Wenn die ausgebildeten Sachverständigen ihren Aktivitätsstandort im Amtsbereich des zuständigen Gerichts haben und über die zur Behandlung der Angelegenheit erforderliche Zeit verfügen, werden sie vorrangig bestellt.

KAPITEL VIII. — *Schlussbestimmungen**Abschnitt 1. — Abänderungsbestimmungen*

Art. 65 - Artikel 51 des Gesetzes vom 16. September 1807 über die Sumpftrockenlegung wird aufgehoben.

Art. 66 - Die Artikel 1 bis 8 und 10 bis 12 des Gesetzes vom 27. Mai 1870 zur Vereinfachung der administrativen Formalitäten in Sachen Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit werden aufgehoben.

Art. 67 - In Artikel 569 Ziffer 10 des Gerichtsgesetzbuches werden die Wörter "unbeschadet der dem Friedensrichter aufgrund von Artikel 595 zuerkannten Zuständigkeit" gestrichen.

Art. 68 - Artikel 595 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 69 - In Artikel 629 desselben Gesetzbuches werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Ziffern 3 und 4 werden aufgehoben;

b) Ziffer 5 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"5° Anträge kraft des Dekrets vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren;"

Art. 70 - In Artikel 11 2^{er} Gedankenstrich des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden werden die Wörter "nach dem Gesetz vom 26. Juli 1962" gestrichen.

Art. 71 - In Artikel 13 des Dekrets vom 7. Juli 1993 zur Gründung von fünf Gesellschaften öffentlichen Rechts für die Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichts werden die Wörter "nach den Bestimmungen des Gesetzes vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken" gestrichen.

Art. 72 - In Artikel 10bis § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird der Satz "Das vom Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken eingesetzte Verfahren ist auf die in Absatz 1 genannten Enteignungen anwendbar." gestrichen.

Art. 73 - In Artikel 25 desselben Dekrets wird der Satz "Das durch die Artikel 2 bis 20 des Gesetzes vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken eingeführte Dringlichkeitsverfahren findet auf diese Enteignungen Anwendung" gestrichen.

Art. 74 - In Artikel 6 Absatz 3 des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden die Wörter "nach dem durch das Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vorgesehenen Verfahren" durch die Wörter "nach den Bestimmungen des Dekrets vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren" ersetzt.

Art. 75 - In Artikel 7 desselben Dekrets wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 76 - Artikel 8 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 77 - In Artikel 9 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 31. Mai 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird aufgehoben;

2° in Paragraf 2 wird der Buchstabe "a." aufgehoben;

3° in Paragraf 2 werden die Buchstaben "b." und "c." aufgehoben.

Art. 78 - In Artikel 10bis § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird der Satz "Das vom Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken ist auf die in Absatz 1 genannten Enteignungen anwendbar." aufgehoben.

Art. 79 - In Artikel 25 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2008, wird der Satz "Das durch die Artikel 2 bis 20 des Gesetzes vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken eingeführte Dringlichkeitsverfahren findet auf diese Enteignungen Anwendung" gestrichen.

Art. 80 - In Artikel D.29-1 § 4 Buchstabe a des Buches I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wird Ziffer 8 aufgehoben.

Art. 81 - In Artikel D.53-11 des Buches II des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 4. Februar 2010, wird Paragraf 3 aufgehoben.

Art. 82 - In Artikel D.227 desselben Buches wird der Satz "Das durch die Artikel 2 bis 20 des Gesetzes vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken eingeführte Dringlichkeitsverfahren findet auf diese Enteignungen Anwendung" aufgehoben.

Art. 83 - In Artikel D.338 § 2 desselben Buches werden die Wörter "auf der Grundlage des Gesetzes vom 26. Juli 1962 über das Dringlichkeitsverfahren in Sachen Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit" gestrichen.

Art. 84 - In Artikel 74 § 1 Absatz 6 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung werden die Wörter "nach den im Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vorgesehenen Regeln" gestrichen.

Art. 85 - In Artikel 37 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 86 - In demselben Dekret werden die folgenden Artikel aufgehoben:

1° Artikel 38 bis 40;

2° Artikel 42;

3° Artikel 44;

4° Artikel 45, in seiner durch das Dekret vom 20. Juli 2016 abgeänderten Fassung.

Art. 87 - In Artikel 46 desselben Dekrets werden die Wörter "Unbeschadet des in Artikel 23 des Gesetzes vom 17. April 1835 über die Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken vorgesehenen Rückübertragungsrechts zugunsten der früheren Eigentümer" durch folgende Wörter ersetzt: "Unbeschadet der Artikel 59 bis 62 Dekrets vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren".

Art. 88 - In Artikel D.355 § 2 Absatz 2 des Gesetzbuches über die Landwirtschaft werden die Wörter "gemäß dem Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken" durch folgende Wörter ersetzt: "gemäß dem Dekret vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren".

Art. 89 - In Artikel D.359 Absatz 1 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "nach den im Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vorgesehenen Regeln" durch folgende Wörter ersetzt: "nach den im Dekret vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren vorgesehenen Regeln".

Art. 90 - In Buch VI Titel I des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird Kapitel III mit den Artikeln D.VI.3 bis D.VI.5 aufgehoben.

Art. 91 - In Buch VI Titel I des Gesetzbuches wird Kapitel IV mit Artikel D.VI.6 aufgehoben.

Art. 92 - In Buch VI Titel I des Gesetzbuches wird Kapitel V mit Artikel D.VI.7 bis D.VI.10 aufgehoben.

Art. 93 - Artikel 24 des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete wird aufgehoben.

Art. 94 - In Titel III Kapitel II desselben Dekrets wird der Abschnitt 2, der die Artikel 25 bis 32 enthält, aufgehoben.

Art. 95 - In Titel III Kapitel II desselben Dekrets wird der Abschnitt 3, der die Artikel 33 bis 36 enthält, aufgehoben.

Art. 96 - In Artikel 38 Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "vom Königlichen Verband des Belgischen Notariatswesens" gestrichen.

Art. 97 - In Artikel 81 § 3 Absatz 1 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung werden die Wörter "nach den im Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vorgesehenen Regeln" gestrichen.

Abschnitt 2. — Aufhebende Bestimmungen

Art. 98 - Das Gesetz vom 17. April 1835 über die Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 6. April 2000, wird aufgehoben.

Art. 99 - Das Gesetz vom 1. Juli 1858 über die Enteignung zwecks Sanierung der gesundheitsgefährdenden Viertel wird aufgehoben.

Art. 100 - Die koordinierten Gesetze vom 15. November 1867 über die Enteignung nach Zonen für Arbeiten von kommunalem Nutzen werden aufgehoben.

Art. 101 - Das Gesetz vom 10. Mai 1926 zur Einführung eines Schnellverfahrens in Sachen Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Oktober 1967, wird aufgehoben.

Art. 102 - Das Gesetz vom 28. Juni über die Enteignung nach Zonen aus allgemeinem oder provinzialem Interesse wird aufgehoben.

Art. 103 - Das Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken, ersetzt durch das Gesetz vom 6. April 2000, wird aufgehoben.

Art. 104 - Das Dekret vom 30. April 2009 mit Vorschriften betreffend die Bestimmung einer Stelle, die für die Bewertung und Leitung des Verfahrens in Sachen Enteignungen und Erwerb von Immobilien durch die Wallonische Regierung und ihre Einrichtungen verantwortlich ist, wird aufgehoben.

Abschnitt 3. — Übergangsbestimmung

Art. 105 - Die Akten und Anträge zu Enteignungserlassen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets hinterlegt oder eingereicht worden sind, werden auf der Grundlage der am Tage ihrer Hinterlegung bzw. Einreichung geltenden Vorschriften weiter bearbeitet.

Die Gerichtsverfahren im Anschluss an Akten oder Anträge nach Absatz 1 unterliegen weiterhin den am Tage ihrer Hinterlegung bzw. Einreichung geltenden Vorschriften.

Die auf den in Absatz 1 erwähnten Akten oder Anträge basierenden Enteignungserlasse unterliegen weiterhin den bei der Hinterlegung bzw. Einreichung dieser Akten bzw. Anträge geltenden Vorschriften.

Abschnitt 4. — Inkrafttreten

Art. 106 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Die Regierung kann für jede seiner Bestimmungen ein Inkrafttredatum festlegen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. November 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1170 (2018-2019) Nr. 1bis bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 21. November 2018.

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/206236]

22 NOVEMBER 2018. — Decreet betreffende de onteigeningsprocedure (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSUTK I. — *Algemene bepalingen en begripsomschrijving*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder:

1° onteigeningsbesluit : de beslissing die de vorm aanneemt van een beraadslaging van de gemeenteraad of van een besluit van de Waalse Regering waarbij de onteigenaar gemachtigd wordt om de onteigening voort te zetten;

2° onteigening : de minnelijke of gedwongen overdracht van een recht op een onroerend goed die ten algemene nutte nut wordt verricht;

3° onteigende persoon: de persoon die houder is van de in artikel 2 vermelde rechten of van de rechten geraakt door de in artikel 3 bedoelde tijdelijke bezetting of door de in artikel 2, § 2, bedoelde erfdienstbaarheden;

4° onteigenaar: de persoon bevoegd om ten algemene nutte te onteigenen;

5° de Administratie: de door de Regering aangewezen dienst(en);

6° de gemachtigd ambtenaar : de ambtenaar aangewezen overeenkomstig artikel D.I.3 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

7° de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen : de ambtenaar aangewezen overeenkomstig artikel 1, 11°, van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen;

8° wederoverdracht: de verrichting waarbij een onteigenaar de eigendom van een onteigend goed overdraagt aan zijn voormalige eigenaar of aan zijn rechtsopvolgers.

Art. 2. § 1. De onteigening kan als doel hebben :

1° de overdracht van een eigendomsrecht op een oproerend goed;

2° de afschaffing van een gesplitst zakelijk recht, van een onverdeeld recht van een zakelijk recht of van een persoonlijk recht op het goed ten einde de onteigenaar in staat te stellen het geheel van de rechten op het onteigende goed in zijn handen te verenigen.

De onteigening kan tot een ondergronds volume beperkt worden.

§ 2. Het onteigeningsbesluit kan erfdienstbaarheden opleggen die nodig zijn voor de verwezenlijking van het doel van algemeen nut.

Het onteigeningsbesluit bepaalt het gebruik en de omvang van deze erfdienstbaarheden alsook de daarmee bezwaarde goederen.

Art. 3. Het onteigeningsbesluit kan de tijdelijke bezetting van onroerende goederen machtigen ten einde de uitvoering van de handelingen of werken gepland voor de verwezenlijking van het doel van algemeen nut mogelijk te maken of te vergemakkelijken.

Het onteigeningsbesluit bepaalt de betrokken goederen en de maximale duur van de bezetting. Deze bezetting kan vastgelegd worden onder verwijzing naar het einde van de geplande handelingen en werken zonder dat een datum nader bepaald wordt.

Art. 4. Wanneer een onteigeningsbesluit betrekking heeft op een deel van een bouwwerk bestemd om gesloopt of verwijderd te worden, wordt het saldo van het goed door de onteigenaar verworven indien de eigenaar het eist. Behalve indien de onteigenaar zich daartegen verzet, heeft deze verwerving ook betrekking op het terrein dat de grondslag vormt van de te slopen of te verwijderen bouwwerk.

De vergoeding wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de door de onteigenaar gevraagde onteigeningen.

Art. 5. § 1. Voor de berekening van de termijnen:

1° wordt de dag van verzending of ontvangst die als begindatum van de termijn geldt, niet meegerekend;

2° is de vervalddag van een termijn in die termijn inbegrepen; indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag uitgesteld tot de volgende werkdag.

§ 2. De in de artikelen 11 en 13 bedoelde raadplegings- en informatietermijnen alsook de in artikel 50, eerste lid, bedoelde indieningstermijn worden tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari opgeschort.

Indien de laatste dag van de periode waarin de opmerkingen of de adviezen kunnen worden gezonden een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de periode verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Bij opschorting of verlenging van termijn zoals bedoeld in de eerste en tweede leden, worden de termijnen voor de verzending van het syntheseverslag en van het voorstel tot beslissing alsook van de kennisgeving van de beslissing, bedoeld in de artikelen 16, tweede lid, en 17, § 1, verlengd met de duur van de opschorting of de verlenging.

§ 3. Wanneer de termijnen voor de behandeling van het in artikel 7 bedoelde dossier met de noodzakelijkheid van het algemeen nut onverenigbaar zijn, worden ze verkort als volgt :

1° de in artikel 9, § 2, bedoelde termijnen bedragen acht dagen;

2° de in artikel 11, eerste lid, bedoelde termijn bedraagt vijftien dagen;

3° de in artikel 13 bedoelde termijn bedraagt vijftien dagen;

4° de in artikel 16, tweede lid, bedoelde termijn bedraagt vijfenveertig dagen;

5° de in artikel 17, § 1 bedoelde termijn bedraagt zestig dagen.

Bij toepassing van het eerste lid vindt de in § 2 bedoelde opschorting van termijnen niet plaats.

HOOFDSTUK II. — *Administratieve procedure**Afdeling 1. — Bevoegde overheden*

Art. 6. § 1. De gemeenteraad van de gemeente op het grondgebied waarvan het bij de onteigening betrokken onroerend goed gelegen is, neemt het onteigeningsbesluit aan wanneer de onteigenaar één van de volgende instellingen is :

1° de gemeente;

2° het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente, een autonoom gemeentebedrijf, een kerkfabriek voor zover het project van algemeen nut zich op goederen die exclusief op het grondgebied van de betrokken gemeente gelegen zijn, uitstrekt.

In alle andere gevallen neemt de Regering het onteigeningsbesluit aan.

In afwijking van het eerste lid neemt de Regering het onteigeningsbesluit aan wanneer het project van algemeen nut zich uitstrekt op goederen die op het grondgebied van meerdere gemeenten gelegen zijn.

§ 2. In geval van op eenzelfde onroerend goed concurrerende projecten die voor de ene tot de bevoegdheid van de Regering en voor de andere van de gemeenteraad van de gemeente behoren, prevaleert het eerste op het tweede.

De Regering kan het onteigeningsbesluit dat het eerste lid schendt, op elk ogenblik en tot de uitvoering ervan in de zin van artikel 2, § 1, tweede lid, nietig verklaren.

Afdeling 2. — Onteigeningsbesluit

Art. 7. § 1. De onteigenaar richt de Administratie een dossier dat de volgende gegevens bevat :

1° een toelichting die het algemeen nut om te onteigenen rechtvaardigt;

2° een onteigeningsplan met vermelding van :

a) de omtrek van de onroerende goederen betrokken bij de rechten waarvan de onteigening wordt gevraagd;

b) in voorkomend geval, de omtrek van de in artikel 3 bedoelde tijdelijke bezetting en de grondslag van de erfdienstbaarheid bedoeld in artikel 2, § 2;

c) de tabel van de grondinnemingen waarin de identiteit van de houders van de in artikel 2 bedoelde rechten, de grootten en de bestemming van de te onteigenen onroerende goederen, die volgens de kadastragegevens worden vastgesteld, worden vermeld.

§ 2. In voorkomend geval bevat het dossier :

1° een indicatieve beschrijving van de door de onteigenaar te verrichten handelingen en werken, met vermelding van hun ligging, hun afmeting en hun bestemming;

2° de maximale duur van de in artikel 3 bedoelde tijdelijke bezetting en de rechtvaardiging ervan;

3° het gebruik, de omvang en de rechtvaardiging van de oprichting van de in artikel 2, § 2, bedoelde erfdienstbaarheid;

4° het tracé van de wegen die afgedankt zouden worden door de aanneming van het onteigeningsbesluit alsook de eventuele overwogen compensatiemaatregelen;

5° de rechtvaardiging van de onverenigbaarheid van de termijnen met de noodzakelijkheid van het in artikel 5, § 3, bedoelde algemeen nut.

§ 3. De Regering kan de in § 2 bedoelde opsomming aanvullen, de inhoud en de vorm van de bij het dossier te voegen documenten alsook het aantal exemplaren van het dossier nader bepalen.

Art. 8. § 1. Voor de behoeften van de vaststelling van het onteigeningsbesluit kan de onteigenaar toegang hebben tot de betrokken onroerende goederen.

§ 2. In geval van verzet of indien de plaatsen waarvan sprake een woonplaats vormen, machtigt de politierechtbank die naar gelang van de ligging van het goed bevoegd is, de onteigenaar om toegang tot bedoeld goed te hebben. Deze rechtbank wordt aangezocht bij eenzijdig verzoekschrift.

Het door de politierechtbank uitgesproken bevel maakt de onteigenaar het mogelijk om, indien nodig, een beroep te doen op de openbare macht.

§ 3. De onteigenaar verricht de handelingen en tussenkomsten die nodig zijn voor de samenstelling van het onteigeningsbesluit na de vaststelling van een plaatsbeschrijving. De onteigenaar deelt op een eerste verzoek en zo spoedig mogelijk de identiteit van de houders van zakelijke en persoonlijke rechten op het goed aan de onteigenaar mede. Bij gebrek aan overmaking is de plaatsbeschrijving jegens hen tegenstelbaar. De plaatsbeschrijving wordt door de onteigenaar verricht nadat de eigenaar en de houders van zakelijke en persoonlijke rechten er minstens twintig dagen tevoren bij aangetekend schrijven om verzocht zijn om op de dag en om het uur vastgesteld in de oproepingsbrief deel te nemen aan die plaatsbeschrijving en verwittigd zijn dat er tot bedoelde plaatsbeschrijving zal worden overgegaan zelfs indien ze afwezig zijn. Indien ze afwezig zijn, is de plaatsbeschrijving hun tegenstelbaar.

Art. 9. § 1. De onteigenaar richt het in artikel 7 bedoelde onteigeningsdossier bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht of via neerlegging tegen ontvangstbewijs aan de Administratie.

§ 2. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier richt de Administratie, indien ze acht dat het dossier volledig is of dat bedoeld dossier het mogelijk maakt met kennis van zaken uitspraak te doen, een ontvangstbewijs bij aangetekend schrijven aan de onteigenaar.

Indien de Administratie acht dat het dossier onvolledig is of dat bedoeld dossier het niet mogelijk maakt met kennis van zaken uitspraak te doen, richt ze binnen de in het eerste lid bedoelde termijn een aangetekend schrijven aan de onteigenaar waarin ze om de ontbrekende informatie verzoekt. Binnen vijftien dagen na ontvangst van deze informatie die overeenkomstig § 1 gericht of neergelegd wordt, richt de Administratie een ontvangstbewijs bij aangetekend schrijven aan de onteigenaar.

§ 3. Onder voorbehoud van artikel 22 kunnen tekortkomingen in de samenstelling van het dossier slechts een gevolg hebben op het wettelijk karakter van het onteigeningsbesluit wanneer bewezen is dat de gemeenteraad van de gemeente of de Regering niet met kennis van zaken uitspraak heeft kunnen doen.

§ 4. De Regering kan de modaliteiten en de voorwaarden voor de indiening van het onteigeningsdossier en van de behandeling ervan langs elektronische weg bepalen.

Afdeling 3. — Raadpleging en informatie

Art. 10. Tegelijk met de zending van het ontvangstbewijs aan de onteigenaar richt de Administratie bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht een afschrift van het dossier, met inbegrip van het in artikel 9, § 2, bedoelde ontvangstbewijs, aan :

1° het gemeentecollege van elke gemeente op het grondgebied waarvan het dossier zich uitstrekt;

2° de gemachtigd ambtenaar en de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen wanneer hij de overheid is die bevoegd is voor de verstrekking van de vergunning of wanneer hij er verplicht verzocht wordt om advies uit te brengen krachtens het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen;

3° de andere diensten, commissies en overheden aangewezen door de Regering of die de Administratie nuttig acht te raadplegen.

Art. 11. De instanties, overheden, diensten en commissies bedoeld in artikel 10 maken hun advies aan de Administratie over binnen dertig dagen na ontvangst van het onteigeningsbesluit. Bij gebreke daarvan wordt de procedure voortgezet.

In het kader van zijn advies spreken de gemachtigd ambtenaar en de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen zich alleen op basis van de in het dossier vermelde elementen uit.

Art. 12. § 1. Binnen de in artikel 9, § 2, bedoelde termijn stelt de Administratie bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs de houders van de rechten op het te onteigenen goed, zoals geïdentificeerd in het onteigeningsbesluit, in kennis van de indiening ervan.

Onder hun volledige verantwoordelijkheid en zonder dat het wettelijk karakter van het onteigeningsbesluit betwist kan worden, richten de houders van de rechten die de informatie hebben ontvangen, zo spoedig mogelijk een afschrift aan de derden die een persoonlijk of zakelijk recht hebben op het onroerend goed.

§ 2. De in § 1 bedoelde informatie bevat minstens :

1° de uiterste datum waarop opmerkingen kunnen worden gezonden;

2° de identiteit van de onteigenaar en van de bij het onteigeningsbesluit betrokken onteigende personen;

3° de beknopte beschrijving van het doel van algemeen nut;

4° de vermelding volgens welke het doel van de aanvraag het verkrijgen van een onteigeningsbesluit is;

5° de verplichting voor zijn bestemming om zo spoedig mogelijk een afschrift daarvan over te maken aan derden die een persoonlijk of zakelijk recht hebben op het onroerend goed en die in de informatie niet zijn aangegeven;

6° de dagen, uren en plaats waar(op) de houders van rechten op het te onteigenen onroerend goed het dossier kunnen raadplegen;

7° het adres waarop de opmerkingen van de houders van rechten op het te onteigenen onroerend goed het dossier kunnen worden gericht.

De gegevens bedoeld in het eerste lid kunnen door de Regering nader bepaald en aangevuld worden.

Art. 13. Binnen dertig dagen na ontvangst van de in artikel 12, § 1, eerste lid, bedoelde zending, kunnen de houders van rechten op het te onteigenen onroerend goed hun schriftelijke opmerkingen aan de Administratie richten. Elke opmerking gezonden na die termijn wordt niet in aanmerking genomen.

Art. 14. Wanneer het onteigeningsdossier tegelijk met de aanneming van een plan, een structuurplan, een omtrek of een administratieve vergunning die nodig is voor de verwezenlijking van het doel van algemeen nut wordt behandeld, kunnen ze samen onderworpen worden aan de regels voorzien voor de aanneming van het plan, het structuurplan of de omtrek of voor de verlening van de administratieve vergunning.

Art. 15. De wijzigingen die na raadpleging en informatie in het dossier kunnen worden aangebracht, vloeien uit de adviezen of opmerkingen uitgebracht tijdens de ene of de andere voort. De wijzigingen kunnen niet als gevolg hebben dat de omtrek van de overwogen onteigeningen wordt verhoogd zonder de instemming van de houders van rechten op het onroerend goed betrokken bij de overwogen uitbreiding.

Afdeling 4. — Syntheseverslag van de Administratie

Art. 16. Op basis van de opmerkingen en adviezen uitgebracht in de loop van de procedure maakt de Administratie een syntheseverslag op dat haar advies en een beslissingsvoorstel bevat.

De Administratie richt dat verslag aan de gemeente of aan de Regering en aan de onteigenaar binnen vijftientig dagen na het bericht van ontvangst van het in artikel 9, § 1, bedoelde dossier. Bij gebreke daarvan wordt de procedure voortgezet.

Afdeling 5. — Beslissing omtrent het onteigeningsdossier

Art. 17. § 1. Binnen dertig dagen na het bericht van ontvangst van het in artikel 9, § 1, bedoelde dossier deelt de gemeente of de Regering bij aangetekend schrijven haar beslissing aan de onteigenaar mede.

De Regering of de gemeente gaan in de vormen en binnen de termijnen bedoeld in de artikelen 10 tot 13 over tot de raadplegingen en informatie die de Administratie niet heeft verricht. In dit geval wordt de in het eerste lid bedoelde termijn met dertig dagen verlengd.

Bij gebrek aan zending van de beslissing binnen de in de eerste en tweede leden bedoelde termijn en indien een beslissingsvoorstel binnen de in artikel 16, tweede lid, bedoelde termijn door de Administratie aan de gemeente of aan de Regering is gericht, geldt bedoeld voorstel als beslissing.

Bij gebrek aan beslissingsvoorstel gezonden binnen de in artikel 16, tweede lid, bedoelde termijn en aan beslissing gezonden binnen de in het eerste of tweede lid bedoelde termijn wordt de onteigening geacht geweigerd te zijn.

§ 2. Op hetzelfde ogenblik als ze aan de onteigenaar wordt betekend, wordt de in § 1, eerste lid, bedoelde beslissing gericht aan de Regering, de Administratie en de gemeenten op het grondgebied waarvan het project van algemeen nut zich uitstrekt.

De beslissing wordt tijdens dertig dagen op de websites van de gemeenten, indien ze bestaan, of bij gebreke daarvan, op de gewoonlijke aanplakingsplaatsen bekendgemaakt.

De Regering kan de modaliteiten van die bekendmaking bepalen.

§ 3. Op initiatief van de Administratie wordt het onteigeningsbesluit bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 18. Het onteigeningsbesluit dat vóór de verstrekking van de administratieve vergunningen die nodig zijn voor de verwezenlijking van het doel van algemeen nut, aangenomen kan worden, vermeldt in voorkomend geval :

1° de maximale duur van de in artikel 3 bedoelde tijdelijke bezetting;

2° het gebruik en de omvang van de in artikel 2, § 2, bedoelde erfdienstbaarheden;

3° de wegen, met inbegrip van hun afbakening, waarvan het de afdanking als gevolg heeft alsook de eventuele opgelegde compensatiemaatregelen;

4° de rechtvaardiging van de in artikel 5, § 3, bedoelde verkorting van de termijnen.

Bij het onteigeningsplan wordt het in artikel 7, § 1, 2°, bedoelde onteigeningsplan gevoegd.

Art. 19. De in artikel 18, eerste lid, 3°, bedoelde wegen worden afgedankt op de dag van de in artikel 17, § 3, bedoelde bekendmaking.

Art. 20. § 1. Het onteigeningsbesluit vervalt indien het niet uitgevoerd wordt binnen tien jaar na de kennisgeving daarvan of na de daarvoor voorziene termijn aan de onteigenaar.

Het onteigeningsbesluit wordt uitgevoerd via de minnelijke overdracht van de in artikel 2 bedoelde rechten die onmiddellijk na het sluiten van een akkoord tussen de onteigenaar en de onteigende persoon plaatsvindt, of door de indiening van het onteigeningsverzoek overeenkomstig artikel 28.

Het onteigeningsbesluit vervalt voor het niet-uitgevoerde deel.

Het verval gebeurt van rechtswege.

§ 2. Op verzoek van de onteigenaar kan het onteigeningsbesluit nochtans voor twee jaar verlengd worden. De aanvraag wordt ingediend uiterlijk negentig dagen vóór het verstrijken van de verjaringstermijn bedoeld in paragraaf 1.

De verlenging wordt toegekend door de gemeenteraad of, in de gevallen bedoeld in artikel 6, § 1, tweede en derde leden, door de Regering.

De verlenging wordt aan de onteigenaar en aan de onteigende personen meegedeeld.

§ 3. Wanneer een beroep tegen het onteigeningsbesluit voor de Raad van State wordt ingediend of wanneer zijn wettelijk karakter voor elke andere rechtbank betwist wordt, wordt de vervalttermijn van rechtswege opgeschort vanaf de indiening van het gedinginleidend stuk tot aan de kennisgeving of de betekening van de definitieve beslissing.

HOOFDSTUK III. — *Gerechtelijke procedure*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 21. Overeenkomstig artikel 6^{quater} van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is de bij dit Hoofdstuk georganiseerde gerechtelijke procedure van toepassing in geval van onteigening ten algemene nutte van een in het Waalse Gewest gelegen goed behalve indien de onteigenaar de federale overheid is of een rechtspersoon die bij of krachtens de federale wet gemachtigd is om tot onteigeningen over te gaan.

Art. 22. Het onwettelijk karakter van de onteigening kan slechts worden verklaard indien het ingeroepen motief de betekenis van de genomen beslissing in casu heeft kunnen beïnvloeden, de betrokken personen van een garantie heeft beroofd of als gevolg heeft de bevoegdheid van de persoon die de handeling heeft gepleegd, aan te tasten.

Art. 23. Elk in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest m.b.t. zakelijke rechten wordt in het register van de hypotheekbewaarder overgeschreven en heeft ten aanzien van derden dezelfde gevolgen als de overschrijving van een akte van overdracht.

Het vonnis of het provisioneel arrest heeft als gevolg het onroerend goed te zuiveren van alle zakelijke en persoonlijke rechten die daarop betrekking hebben.

De voorkeursrechten van de ingeschreven schuldeisers worden overgedragen naar de onteigeningsvergoeding.

Art. 24. De kennisgevingen door de griffie worden bij aangetekend schrijven of bij gerechtsbrief verricht.

In afwijking van het eerste lid wordt de kennisgeving van het in artikel 34, tweede lid, bedoelde proces-verbaal tot verschijning ter plaatse en van het in artikel 35, vierde lid, bedoelde vonnis over het wettelijk karakter van de onteigening bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht verricht.

Art. 25. De gerechtelijke procedure kan worden ingeleid zelfs indien de onteigenaar niet beschikt over alle administratieve vergunningen vereist voor de verwezenlijking van het doel van algemeen nut.

Afdeling 2. — Poging tot minnelijke overdracht

Art. 26. § 1. Het onteigeningsverzoek is slechts ontvankelijk indien een poging tot minnelijke overdracht vooraf heeft plaatsgevonden.

Dit verzoekschrift kan zich beperken tot de zending door de onteigenaar van een aanbod van overdracht van de in het onteigeningsbesluit bedoelde rechten, dat minstens de volgende gegevens bevat :

1° de identificatie van de betrokken onroerende goederen en van de te onteigenen rechten;

2° het bedrag van het aanbod, met inbegrip van alle sommen; dit bedrag kan tot nul teruggebracht worden indien het goed onderworpen is aan beperkingen waarvan de financiële gevolgen groter zijn dan de waarde van het recht waarop het onteigeningsbevel betrekking heeft;

3° de vermelding van de termijn waarover de in het derde lid bedoelde personen beschikken om zich uit te spreken; die termijn is niet kleiner dan vijftien dagen;

4° de vermelding van de in § 2 bedoelde verplichting.

Het in het tweede lid bedoelde aanbod wordt bij aangetekend schrijven gericht aan iedere persoon voor wie door het kadaster is meegedeeld dat hij houder is van de rechten, en aan iedere persoon die zich tijdens de in de artikelen 12 en 13 in die hoedanigheid kenbaar zou hebben gemaakt of die als dusdanig aangeduid zou worden.

In afwijking van het eerste lid is het verzoek dat niet voorafgegaan is door een aanbod, ontvankelijk indien de onteigenaar niet in staat is de onteigende persoon of de plaats waarin het aanbod hem kan worden gericht, te identificeren.

§ 2. De houders van de rechten die overeenkomstig artikel 12, § 1, tweede lid, de informatie hebben verkregen, brengen de onteigenaar op de hoogte van de identiteit van derden die een zakelijk of persoonlijk recht hebben op het onroerend goed en waarvan ze kennis hebben. Bij gebreke daarvan zijn die personen deze derden de vergoeding die ze zouden hebben kunnen innen, verschuldigd, en ze kunnen daartoe partij zijn in de gerechtelijke procedure zonder evenwel het wettelijk karakter van de onteigening te kunnen betwisten.

Art. 27. § 1. Wanneer de onteigende persoon het wettelijk karakter van de onteigening niet betwist, kunnen de partijen overeenkomen dat de onteigenaar de onroerende goederen in bezit neemt vóór de verwezenlijking van de formaliteiten vereist voor de oprichting of de overdracht van de rechten.

§ 2. De overeenkomst tussen de partijen bepaalt dat de onteigende persoon definitief afziet van de betwisting van het wettelijk karakter van de onteigening en van het recht van natrekking bedoeld in de artikelen 552 tot 555 van het Burgerlijk Wetboek ten opzichte van de beplantingen, bouwwerken en werken die op het onroerend goed zouden worden uitgevoerd.

De overeenkomst bepaalt de financiële tegenpartij gestort door de onteigenaar als compensatie van de vervroegde inbezitneming, de stortingsmodaliteiten ervan en haar maximale duur. De Regering kan de inhoud van die overeenkomst bepalen, met inbegrip van de bedragen van de financiële compensatie naar gelang van de huurwaarde van de onroerende goederen die betrokken zouden kunnen worden.

De partijen maken een tegensprekelijke plaatsbeschrijving voor de inbezitneming van de onteigenaar op, die, in voorkomend geval, als omschrijvende staat in de zin van artikel 44 geldt. De plaatsbeschrijving omvat een volledige fotoreportage die een gedetailleerd overzicht van de plaatsen mogelijk maakt, en vermeldt de identiteit van de aanwezige personen.

§ 3. Bij gebrek aan overeenstemming over de onteigeningsvergoeding wordt de onteigening voortgezet om ze naar gelang van de oorspronkelijke staat van de goederen, zoals blijkt uit de tegensprekelijke plaatsbeschrijving, te bepalen.

Afdeling 3. — Indiening van de instantie

Art. 28. Naast het onteigeningsbesluit en het in artikel 7, § 1, 2^o, bedoelde onteigeningsplan legt de onteigenaar bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg van het ambtsgebied waar de goederen zijn gelegen, een eenzijdig verzoekschrift neer tot vaststelling van de dagen en uren waarop de onteigende persoon opgeroepen wordt om ter plaatse te verschijnen.

Het verzoekschrift moet niet door een advocaat ondertekend worden.

Het onteigeningsbesluit en het plan blijven bij de griffie neergelegd waarin de betrokkenen gratis kennis daarvan kunnen nemen tot het einde van de onteigeningsprocedure.

Art. 29. Het eenzijdig verzoekschrift identificeert de onteigende persoon naar gelang van de vermeldingen van het kadaster tenzij een andere persoon zich gemanifesteerd heeft of in die hoedanigheid ten opzichte van de onteigenaar aangeduid is.

Art. 30. Binnen acht dagen na de indiening van het verzoekschrift bepaalt de rechtbank bij beschikking de dagen en uren van de verschijning ter plaatse. Deze verschijning vindt plaats uiterlijk op de 21ste dag na de indiening van het verzoekschrift.

In dezelfde beschikking wijst de rechtbank de deskundige aan die ermee belast de omschrijvende staat van de onroerende goederen op te maken en de onteigeningsvergoeding te evalueren.

De griffie deelt de beschikking zo spoedig mogelijk aan de onteigenaar mede.

Art. 31. Minstens acht dagen vóór de dag bepaald voor de verschijning roept de onteigenaar de onteigende persoon op om aanwezig te zijn op de plaatsen op de door de rechtbank vastgestelde dagen en uren.

Bij de verschijning wordt een afschrift van de volgende documenten gevoegd:

- 1^o het onteigeningsbesluit;
- 2^o het in artikel 7, § 1, 2^o, bedoelde onteigeningsplan;
- 3^o het in artikel 28 bedoelde verzoekschrift;
- 4^o de in artikel 30 bedoelde beschikking.

De verschijning vermeldt het aanbod gedaan door de onteigenaar aan de onteigende persoon. Onder voorbehoud van wat voorzien is in artikel 35, derde lid, bindt dit aanbod de rechtbank of de deskundige niet.

De deskundige wordt door de rechtbank voor de verschijning ter plaatse opgeroepen.

Afdeling 4. — Tussenkost van de betrokken derden

Art. 32. Na ontvangst van de in artikel 31 bedoelde verschijning informeert de opgeroepen partij de derden die een persoonlijk of zakelijk recht op het onroerend goed hebben, over de voortgezette onteigening en over de dagen, uren en plaats van de verschijning ter plaatse.

De derden die wensen tussenbeide te komen, doen het via verzoekschrift behalve tijdens de verschijning ter plaatse tijdens welke bedoelde tussenkost plaatsvindt zonder enige andere formaliteit dan bij vermelding in het proces-verbaal van bedoelde verschijning.

Wanneer wegens de nalatigheid van de opgeroepen partij de in het eerste lid bedoelde derden voor de rechtbank niet verschijnen vóór de uitspraak van het in artikel 49 bedoelde vonnis tot vaststelling van de vergoeding, is deze partij die vergoeding die ze hadden kunnen innen, tegen hen verschuldigd.

Afdeling 5. — Verschijning ter plaatse

Art. 33. Onverminderd de in artikel 27, § 1, bedoelde afstand delen de opgeroepen partij en de tussenkommende partijen tijdens de verschijning ter plaatse hun voornemen mede om het wettelijk karakter van de procedure te betwisten, bij gebreke waarvan zij daarvan worden uitgesloten.

Art. 34. De verschijning ter plaatse maakt het voorwerp uit van een proces-verbaal met vermelding van :

- 1^o de verrichte handelingen;
- 2^o de tijdens deze verschijning gedane vaststellingen;
- 3^o de eventuele tussenkost van de betrokken derden;
- 4^o de eventuele betwisting van het wettelijk karakter van de onteigening;

5^o in geval van betwisting van het wettelijk karakter, de datum van de overeenkomstig artikel 36, § 1, eerste lid, vastgestelde pleitzitting en, in voorkomend geval, de instemming van de partijen met het tijdschema voor de in artikel 36, § 1, tweede alinea, bedoelde uitwisseling van conclusies.

De griffie betekent dit proces-verbaal aan de partijen en aan hun advocaten binnen vijf dagen die volgen op de verschijning ter plaatse.

*Afdeling 6. — Vonnis en provisioneel arrest**Onderafdeling 1. — Provisioneel vonnis*

Art. 35. Wanneer geen enkele partij te kennen heeft gegeven dat zij bij de verschijning ter plaatse voornemens is het wettelijk karakter van de onteigening te betwisten, beslist de rechtbank binnen acht dagen na de verschijning over het onteigeningsverzoek.

Wanneer hij gevolg geeft aan het verzoek van de onteigenaar, stelt hij in hetzelfde vonnis via een beknopte evaluatie het bedrag vast van de provisionele vergoeding die de onteigenaar ten opzichte van de onteigende persoon en de tussenkomende partijen verschuldigd is.

Het bedrag van de vergoeding is niet kleiner dan negentig procent van de som aangeboden door de onteigenaar overeenkomstig artikel 26, § 1, tweede lid, 2°. Tenzij door de partijen anders is overeengekomen, verdeelt het vonnis de vergoeding niet tussen hen.

De griffie betekent het vonnis aan de partijen binnen vijf dagen na de uitspraak ervan.

Binnen dezelfde termijn bezorgt de griffie de onteigenaar het afschrift en zoveel eensluidend verklaarde afschriften van het vonnis als er onteigende personen en als tussenkomend erkende partijen zijn rekening houdende met de eventuele keuze van de woonplaats.

Art. 36. § 1. Wanneer één van de partijen meedeelt dat ze zij bij de verschijning ter plaatse voornemens is het wettelijk karakter van de onteigening te betwisten, bepaalt de rechtbank de datum van de pleitzitting die niet meer dan één maand na de verschijning ter plaatse kan plaatsvinden.

De datum van de pleitzitting en de eventuele instemming van de partijen met het tijdschema voor de uitwisseling van de besluiten worden in het proces-verbaal tot verschijning ter plaatse geacteerd.

§ 2. Bij gebrek aan overeenstemming van de partijen met het tijdschema voor de uitwisseling van de besluiten bepaalt de rechtbank waarin de termijnen concluderen.

De griffie voegt de ordonnantie tot vaststelling van de termijnen om te besluiten bij het aangetekend schrijven waarbij hij het proces-verbaal tot verschijning ter plaatse betekent. Die verzending vindt plaats binnen vijf dagen na de verschijning ter plaatse.

§ 3. Gezien de door de onteigenaar aangebrachte rechtvaardigingen bepaalt de rechtbank met inachtneming van § 1, eerste lid, de terechtzitting op een datum die rekening houdt met de noodzakelijkheid van het algemeen nut in het geding.

Wanneer het verzoek om een onteigeningsbesluit onder artikel 5, § 3, valt, wordt de pleitzitting in afwijking van § 1, eerste lid, bepaald op uiterlijk acht dagen na de verschijning ter plaatse.

§ 4. De partijen kunnen overeenkomen om het tijdschema voor de uitwisseling van de besluiten te wijzigen, ongeacht of het op minnelijke wijze of door de rechtbank is vastgesteld.

Art. 37. De pleitzitting mag niet het voorwerp uitmaken van een uitstel of een voortzetting tenzij ze met de instemming van de onteigenaar is beslist.

Art. 38. Het vonnis over de betwisting van het wettelijk karakter van de onteigening wordt binnen twintig dagen na het sluiten van de debatten uitgesproken. Wanneer hij gevolg geeft aan het onteigeningsverzoek, stelt de rechtbank in hetzelfde vonnis via een beknopte evaluatie het bedrag vast van de provisionele vergoeding waarvan de onteigenaar ten opzichte van de onteigende persoon en de als tussenkomend erkende partijen verschuldigd is, met inachtneming van artikel 35, derde lid.

De griffie betekent het vonnis aan de partijen binnen vijf dagen na de uitspraak ervan.

Binnen dezelfde termijn bezorgt de griffie de onteigenaar het afschrift en zoveel eensluidend verklaarde afschriften van het vonnis als er onteigende personen en als tussenkomend erkende partijen zijn rekening houdende met de eventuele keuze van de woonplaats.

Onderafdeling 2. — Provisioneel arrest

Art. 39. De partijen kunnen zich middels een verzoekschrift tot het Hof van beroep wenden of erbij hoger beroep instellen :

1° indien ze de ordonnantie tot vaststelling van de termijnen om te besluiten niet binnen acht dagen na de verschijning ter plaatse hebben ontvangen;

2° indien de pleitzitting niet binnen de maand na de verschijning ter plaatse is vastgesteld;

3° indien ze geen betekening van het vonnis hebben ontvangen binnen de maand na het sluiten van de debatten;

4° over het provisioneel vonnis wegens uitsluitend zijn overwegingen over het wettelijk karakter van de onteigening.

Tegen het provisionele vonnis staat geen ander rechtsmiddel open en dit vonnis is niet uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande hoger beroep.

Art. 40. De termijn om zich tot het Hof van beroep te wenden of om hoger beroep in te stellen bedraagt vijftien dagen met rekenen van:

1° het verstrijken van de termijn van acht dagen, in het geval bedoeld in artikel 39, eerste lid, 1°;

2° de ontvangst van het proces-verbaal tot verschijning ter plaatse of van elke andere latere kennisgeving tot uitstel van de pleitzitting, in het geval bedoeld in artikel 39, eerste lid, 2°;

3° het verstrijken van de termijn van één maand bedoeld in artikel 39, eerste lid, 3°;

4° de ontvangst van de in artikel 38, tweede lid, bedoelde kennisgeving, in het geval bedoeld in artikel 39, eerste lid, 4°.

Art. 41. Op het hoger beroep wordt beschikt op de inleidende terechtzitting of uiterlijk binnen één maand na de indiening van het verzoek. Indien nodig en gezien de rechtvaardigingen van de onteigenaar stelt het hof de terechtzitting vast op een datum die rekening houdt met de noodzaak van het algemeen nut in het geding.

Wanneer gevolg wordt gegeven aan het onteigeningsverzoek, :

1° omvat het arrest de door de rechtbank vastgestelde provisionele vergoeding of, bij gebreke daarvan, bepaalt het via een beknopte evaluatie het bedrag vast van de provisionele vergoeding waarvan de onteigenaar ten opzichte van de onteigende persoon en de als tussenkomend erkende partijen verschuldigd is, met inachtneming van artikel 35, derde lid;

2° verwijst het arrest de zaak naar de rechtbank opdat bedoelde rechtbank overeenkomstig artikel 49 de vergoeding bepaalt.

De griffie betekent het arrest aan de partijen binnen vijf dagen na de uitspraak ervan.

Binnen dezelfde termijn bezorgt de griffie de onteigenaar het afschrift en zoveel eensluidend verklaarde afschriften van het arrest als er onteigende personen en als tussenkomend erkende partijen zijn rekening houdende met de eventuele keuze van de woonplaats.

Art. 42. Alleen de onteigenaar kan cassatieberoep instellen tegen het krachtens artikel 41 uitgesproken arrest.

Onderafdeling 3. — Storting van de provisionele vergoeding

Art. 43. Krachtens het provisionele vonnis of arrest legt de onteigenaar, zonder dat een voorafgaande kennisgeving nodig is, de provisionele vergoeding neer bij de Deposito- en Consignatiekas, hierna "de Kas" genoemd.

De ordonnantie van betaling uitgegeven met het oog op de storting, is vrijgesteld van elke voorafgaande formaliteit.

Binnen vijf dagen na de storting richt de Kas zoveel voor eensluidend verklaarde afschriften van het bewijs van de storting van de provisionele vergoeding als er onteigende personen en als tussenkomend erkende partijen zijn, aan de onteigenaar.

Op zicht van het vonnis of van het arrest en het getuigschrift uitgereikt na de datum van overschrijving van de beslissing ten blijk dat het onteigende goed vrij is van hypotheek, is de beambte van de Deposito- en Consignatiekas gehouden het bedrag van de gestorte vergoeding aan de onteigende personen en tussenkomende partijen over te maken indien er geen beslag op of verzet tegen de gestorte geldsommen bestaat.

Wordt het in het derde lid bedoelde getuigschrift niet voorgelegd of wordt niet bewezen dat het beslag of het verzet is opgeheven of heeft het vonnis of het arrest, dat de vergoeding bepaalt, de respectieve rechten van de onteigende personen of van de als tussenkomend erkende partijen, niet geregeld, dan kan de betaling slechts plaatshebben krachtens een rechterlijke beschikking.

Onderafdeling 4. — Omschrijvende staat en inbezitneming

Art. 44. § 1. Indien het vonnis of het arrest gevolg geeft aan het onteigeningsverzoek, stelt de door de rechtbank aangewezen deskundige, behalve in het geval bedoeld in artikel 27, § 2, derde lid, de omschrijvende staat van de onroerende goederen vast.

De onteigenaar kan beslissen dat de omschrijvende staat vastgesteld wordt zonder te wachten dat het provisionele vonnis of arrest uitgesproken wordt. Hij deelt zijn beslissing bij aangetekend schrijven aan de deskundige, de onteigende persoon, en in voorkomend geval, aan de tussenkomende partij mede.

§ 2. De in § 1 bedoelde omschrijvende staat omvat minstens een volledige fotoreportage en de identificatie van de aanwezige personen.

§ 3. De partijen kunnen deze verrichtingen bijwonen en in de omschrijvende staat alle nuttige opmerkingen doen aantekenen.

De derden die bij de verschijning ter plaatse niet tussenbeide zijn gekomen, kunnen erkend worden als tussenkomende partij bij het opmaken van de omschrijvende staat, doch zonder dat zulks een vertraging in de verrichting ten gevolge mag hebben.

§ 4. De omschrijvende staat wordt door de deskundige ter griffie neergelegd binnen vijftien dagen na, volgens het geval :

1° de kennisneming door de deskundige van de beslissing van de onteigenaar om de omschrijvende staat te laten vaststellen zonder te wachten dat het provisionele vonnis of arrest uitgesproken wordt;

2° de kennisgeving van het provisionele vonnis of arrest die door de meest gerede partij wordt verricht.

Op de dag zelf van de indiening van de omschrijvende staat ter griffie zendt de deskundige vier voor eensluidend verklaarde afschriften van de omschrijvende staat bij aangetekende brief aan de onteigenaar. Op verzoek van de onteigenaar maakt de deskundige zo spoedig mogelijk elk bijkomend voor eensluidend verklaard afschrift van de omschrijvende staat over.

Binnen de in het tweede lid bedoelde termijn richt de deskundige een afschrift van de omschrijvende staat aan de onteigende persoon.

Art. 45. De onteigenaar neemt bezit van het onteigende goed, met inbegrip van het goed bestemd om tijdelijk te worden bewoond, zonder andere formaliteit dan de betekening per deurwaardersexploot aan de onteigende persoon en aan de als tussenkomend erkende partijen van een voor eensluidend verklaard afschrift van:

1° het in kracht van gewijsde gegaan provisionele vonnis of arrest;

2° het getuigschrift van de neerlegging van de provisionele vergoeding bij de Deposito- en Consignatiekas tenzij het vonnis of het provisionele arrest in een vergoeding gelijk aan nul voorziet;

3° de omschrijvende staat van het onroerend goed.

Mits het vervullen van de in het eerste lid bedoelde formaliteiten zullen de in artikel 2, § 2, bedoelde erfdiensbaarheden, zoals omschreven in het onteigeningsbesluit, volkomen gevolg hebben.

Art. 46. § 1. Wanneer de onteigenaar geen afschrift van de omschrijvende staat binnen vijf dagen na de in artikel 44, § 4, eerste lid, bedoelde termijn heeft ontvangen, kan de onteigenaar de omschrijvende staat vaststellen nadat de onteigende persoon en de als tussenkomend erkende partijen minstens vier dagen van tevoren erom verzocht zijn om op de dag en om het uur vastgesteld in de oproepingsbrief deel te nemen aan de vaststelling van die omschrijvende staat en verwittigd zijn dat er tot bedoelde omschrijvende staat zal worden overgegaan zelfs indien ze afwezig zijn.

Artikel 44, §§ 2 tot 4, eerste lid, is van toepassing op de door de onteigenaar vastgestelde omschrijvende staat.

§ 2. De onteigenaar kan, ondanks elke betwisting die hem zou worden gericht, bezit nemen van het onteigende goed nadat hij aan de onteigende persoon en aan de als tussenkomend erkende partijen een voor eensluidend verklaard afschrift heeft betekend van :

1° het in kracht van gewijsde gegaan provisionele vonnis of arrest;

2° het getuigschrift van de neerlegging van de provisionele vergoeding bij de Kas tenzij het provisionele vonnis of arrest in geen enkele vergoeding voorziet voor de partij die de betekening heeft ontvangen;

3° de door hem opgestelde omschrijvende staat.

Mits het vervullen van de in het eerste lid bedoelde formaliteiten zullen de in artikel 2, § 2, bedoelde erfdiensbaarheden, zoals omschreven in het onteigeningsbesluit, volkomen gevolg hebben.

§ 3. Op verzoek van de meest gerede partij herroept de rechtbank de deskundige van ambtswege wanneer de onteigenaar niet binnen vijf dagen na het verstrijken van de in artikel 44, § 4, eerste lid, bedoelde termijn het afschrift van de omschrijvende staat heeft ontvangen.

Bij hetzelfde vonnis wijst de rechtbank een nieuwe deskundige aan om het verslag dat de evaluatie van de vergoeding omvat, overeenkomstig artikel 48 op te maken.

De griffie deelt zo spoedig mogelijk het vonnis mee aan de aangewezen deskundige en aan de partijen.

Art. 47. Na de in artikel 45, eerste lid, of artikel 46, § 2, bedoelde betekening en zonder andere formaliteit kan de onteigenaar elke deurwaarder of openbare macht verzoeken om, indien nodig, over te gaan tot de uitzetting van de onteigende persoon, alsmede van allen die zich in de plaatsen zouden kunnen bevinden, en om de plaatsen van het meubilair of de inboedel vrij te geven.

In afwijking van het eerste lid kan de uitzetting, wanneer het onroerend goed tot hoofdverblijfplaats is bestemd, plaatsvinden uiterlijk dertig dagen na de betekening bedoeld in artikel 45, eerste lid, of artikel 46, § 2.

Onderafdeling 5. — Opmaking van het evaluatieverslag

Art. 48. § 1. Aan het einde van zijn werken en van een eventuele uitwisseling van nota's van voorlichtende en beslissingsvoorbereide feiten door de partijen zendt de deskundige zijn vaststellingen die hij bij een voorlopig advies voegt, aan deze partijen en aan hun raadslieden.

De deskundige maakt de partijen en hun technische raadslieden het mogelijk om hun opmerkingen betreffende zijn vaststellingen en zijn voorlopig advies te formuleren. Daartoe bepaalt hij een redelijke termijn rekening houdende met de complexiteit van de zaak.

§ 2. De deskundige legt ter griffie een verslag neer dat de definitieve evaluatie van de onteigeningsvergoeding die hij voorstelt, alsook alle nuttige inlichtingen voor de bepaling van deze vergoeding bevat.

§ 3. De neerlegging van het verslag bij de griffie wordt uitgevoerd binnen zes maanden volgend op, volgens het geval, de neerlegging van de omschrijvende staat bedoeld in artikel 44, § 4, eerste lid, of in artikel 46, § 1, of van de in artikel 46, § 3, derde lid, bedoelde kennisgeving.

Alleen de rechtbank mag die termijn verlengen. Indien hij een nieuwe termijn aan de deskundige verleent, heeft de niet-naleving van die vervaldatum zijn herroeping door de rechtbank van ambtswege als gevolg. Deze herroeping vindt plaats op verzoek van de meest gerede partij. Bij hetzelfde vonnis wijst de rechtbank een nieuwe deskundige aan om het verslag dat de evaluatie van de vergoeding omvat op te maken.

Afdeling 7. — Vonnis en arrest over de vergoedingen

Onderafdeling 1. — Vonnis over de vergoedingen

Art. 49. Na de instaatstelling stelt de rechtbank de dag en het tijdstip van de pleitzitting vast.

Op die terechtzitting ontvangt de rechtbank eventueel als tussenkomende partijen de betrokken derden die daarom verzoeken, zonder dat daaruit vertraging mag voortvloeien.

Na de aanwezige partijen en de deskundige te hebben gehoord, bepaalt de rechtbank het bedrag van de vergoeding die uit hoofde van de onteigening verschuldigd is.

Behalve instemming of verzoek van de partijen in dat opzicht verdeelt het vonnis de vergoeding niet tussen hen.

Art. 50. Krachtens dat vonnis en zonder dat een voorafgaande kennisgeving nodig is, legt de eigenaar binnen vijfenveertig dagen na de uitspraak van het vonnis het bedrag van de vergoeding die hoger is dan het bedrag van de provisionele vergoeding bij de Deposito- en Consignatiekas neer.

Binnen tien dagen na de neerlegging richt de onteigenaar een afschrift van het getuigschrift van neerlegging bij de Kas van de eventuele bijkomende vergoeding aan de partijen aan wie de sommen zijn bestemd.

De opvraging van de gestorte bedragen bij de Deposito- en Consignatiekas heeft plaats onder de voorwaarden en modaliteiten bepaald in artikel 43.

Onderafdeling 2. — Beroepsmiddelen tegen het vonnis over de vergoedingen

Art. 51. De beroepsmiddelen tegen het vonnis over de vergoedingen worden geregeld bij de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

De artikelen 49, vierde lid, en 50 zijn van toepassing op het arrest over de vergoeding.

Afdeling 8. — Procedurekosten en -vergoeding

Art. 52. De kosten van de procedure in eerste aanleg zijn ten laste van de onteigenaar.

De kosten van het hoger beroep worden overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek geregeld.

De procedurevergoeding wordt bepaald naar gelang van de bedragen betreffende de zaken die in geld waardeerbaar zijn.

HOOFDSTUK IV. — Onteigeningsvergoeding

Art. 53. De verkoopwaarde van de onroerende goederen is het bedrag verkregen door de verkoop van het onroerend goed in normale bekendmakingomstandigheden bij een voldoende toeloop van gegadigden.

Ze wordt geschat door ze minstens te vergelijken met overdrachten van goederen of soortgelijke rechten die plaatsgevonden hebben op de vroegst mogelijke datum van het provisionele vonnis of arrest, behalve wanneer er geen sprake is van dergelijke overdrachten.

De vergelijking wordt gerechtvaardigd door een gedetailleerde analyse van de voordelen en nadelen van de goederen betrokken bij de vergelijkingspunten ten opzichte van het onteigende goed.

Art. 54. De waarde van de onroerende goederen wordt verminderd naar gelang van de kosten van de te verrichten onderzoeken en werken die ten laste zijn van de onteigende persoon of waarmee elke potentiële aankoper rekening zou houden.

Art. 55. In geval van opeenvolgende onteigeningen om eenzelfde doel van algemeen nut te verwezenlijken, houdt de vergoeding rekening met de staat van het onroerend goed en van zijn omgeving op de dag van de eerste onteigening, zelfs indien de onteigeningen op basis van verschillende plannen, structuurplannen of omtrekken, van verschillende onteigeningsbesluiten worden uitgevoerd of indien ze door verschillende onteigenaars worden verricht.

Art. 56. Wanneer de onteigening wordt verricht om een structuurplan, een plan of een omtrek bedoeld in artikel D.VI.1. van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling uit te voeren, wordt geen rekening gehouden de meerwaarde of de minderwaarde aangebracht door bedoeld structuurplan, plan of omtrek.

Er wordt geen rekening gehouden met de meerwaarde of de minderwaarde aangebracht door de uitvoering van het doel van algemeen nut.

Art. 57. Bij het schatten van de waarde van het onteigende onroerend goed wordt geen rekening gehouden met de waardevermeerdering die dat goed heeft gekregen ten gevolge van werken of wijzigingen uitgevoerd na afloop van de in de artikelen 12 en 13 bedoelde informatie, behalve indien ze nodig zijn voor de bewaring en het onderhoud van het onroerend goed.

Art. 58. De vergoeding voor de in artikel 3 bedoelde tijdelijke bezetting wordt bepaald naar belang van de huurwaarde van het goed en van de daaruit voortvloeiende eventuele schade. Indien deze schade na de uitspraak van het arrest over de vergoedingen wordt aangericht, wordt het herstel ervan overeenkomstig het gemeen recht voortgezet.

HOOFDSTUK V. — *Wederoverdracht*

Art. 59. § 1. Het recht van wederoverdracht ontstaat als binnen een termijn van vijf jaar na de inbezitneming van het onroerend goed of van het laatste perceel in geval van opeenvolgende onteigeningen :

1° ofwel de overdracht aan een derde wiens activiteit het doel van algemeen nut verwezenlijkt, niet is uitgevoerd;

2° ofwel de bestemming voor het doel van algemeen nut van een onteigening niet is verwezenlijkt;

3° ofwel de handelingen of werken nodig voor de realisatie van het doel van algemeen nut niet zijn begonnen.

De termijn van vijf jaar wordt opgeschort indien de onteigenaar blootgesteld is aan een geval van overmacht.

De gedeeltelijke of tijdelijke uitvoering van het doel van algemeen nut betreffende een onroerend goed belemmert de wederoverdracht van het geheel.

§ 2. De wederoverdracht beoogt alleen het recht van eigendom van het onteigende onroerend goed.

De wederoverdracht kan slechts plaatsvinden in het betrokken goed geheel of gedeeltelijk aan een derde door de onteigenaar is overgedragen.

Hij komt aan de onteigende of aan zijn rechtsopvolgers ten goede tenzij ze daarvan hebben afgezien.

Hij is van toepassing op de minnelijke of gerechtelijke overdrachten behalve indien ze overeenkomstig artikel 4 plaatsvinden.

Wanneer er meerdere begunstigden van de wederoverdracht bestaan, betreft degene die de procedure inleidt, alle onder hen in het geding.

§ 3. De wederoverdracht vervalt van rechtswege wanneer het in artikel 60, § 2, bedoelde aangetekend schrijven niet binnen drie jaar na het ontstaan ervan wordt gezonden.

Art. 60. § 1. Wanneer het recht van wederoverdracht ontstaat, brengt de onteigenaar bij aangetekend schrijven de begunstigde op de hoogte van de mogelijkheid die hij heeft om dit recht uit te oefenen.

Op straffe van verval moet de begunstigde van de wederoverdracht binnen twee maanden na de in het eerste lid bedoelde kennisgeving en bij aangetekend schrijven de onteigenaar in kennis stellen van zijn voornemen om de eigendom van het onroerend goed terug te vorderen.

§ 2. In geval van niet-naleving van de in § 1, eerste lid, bedoelde verplichting maant de begunstigde van de wederoverdracht binnen de in artikel 59, § 3, bedoelde termijn bij aangetekend schrijven de onteigenaar om tot deze wederoverdracht over te gaan.

§ 3. De overdracht van het onroerend goed aan de begunstigde van de wederoverdracht moet plaatsvinden binnen vier maanden na ontvangst door de onteigenaar van de in § 1, tweede lid, of in § 2 bedoelde kennisgeving.

Art. 61. Wanneer de in artikel 59 bedoelde voorwaarden zijn vervuld en in geval van niet-naleving van de in artikel 60, § 3, bedoelde verplichting kan de begunstigde van de wederoverdracht zich binnen zes maanden na de zending van de in artikel 60, § 1, tweede lid, of § 2, wenden tot de rechtbank zodat de onteigenaar gedwongen wordt om hem het onteigende goed over te dragen.

Wanneer gevolg wordt gegeven aan het verzoek om wederoverdracht leidt het in kracht van gewijsde gegaan vonnis of, in geval van hoger beroep, het arrest tot een overdracht de eigendom aan de begunstigde en wordt het in het register van de hypotheekbewaarder overgeschreven.

De vordering wordt door de regels van het Gerechtelijk Wetboek geregeld.

Art. 62. De prijs van de onroerende goederen die het voorwerp uitmaken van een wederoverdracht, stemt overeen met de verkoopwaarde van het goed op de dag van de in artikel 60, § 3, bedoelde overdracht of van het vonnis of het arrest tot beslissing van de wederoverdracht zonder hoger te mogen zijn dan het bedrag van de door de onteigende persoon ontvangen vergoeding.

HOOFDSTUK VI. — *Minnelijke overdracht en het verlijden van de akten*

Art. 63. Onverminderd andere wettelijke of reglementaire bepalingen geeft de onteigenaar voor de schatting en de onderhandeling met het oog op een minnelijke overdracht alsook het verlijden van de akten bedoeld in de artikelen 26 en 27 opdracht aan:

1° het aankoopcomité om in zijn naam en voor zijn rekening te handelen;

2° een college van drie notarissen die wegens hun door bewijsstukken vastgestelde bijzondere vaardigheden aangewezen zijn om de schatting uit te voeren en aan één van de drie notarissen van dit college om de akten te onderhandelen, vast te stellen en te verlijden.

De Regering bepaalt de tussenkomstmodaliteiten, de procedure voor de selectie van de notarissen met inachtneming van de wetgeving over de overheidsopdrachten en de voorwaarden van samenstelling van het college van drie notarissen.

HOOFDSTUK VII. — *Diverse bepalingen*

Art. 64. Er wordt een gespecialiseerde opleiding van de gerechtelijke deskundigen georganiseerd, met als hoofddoel de beheersing van de concepten en evaluatiemethoden die specifiek zijn voor de onteigening.

De Regering bepaalt de toegangsvoorwaarden, de organisatiemodaliteiten en de eventuele evaluatieproef van die opleiding.

Wanneer opgeleide deskundigen hun bedrijfszetel hebben in het ambtsgebied van de bevoegde rechtbank en over de nodige tijd beschikken om de zaak te behandelen, worden ze bij voorkeur aangewezen.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen**Afdeling 1 — Wijzigingsbepalingen*

Art. 65. Artikel 51 van de wet van 16 september 1807 betreffende het droogleggen van moerassen wordt opgeheven.

Art. 66. De artikelen 1 tot 8 en 10 tot 12 van de wet van 27 mei 1870 houdende vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten inzake onteigening ten algemenen nutte worden opgeheven.

Art. 67. In artikel 569, 10^o van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden „, onverminderd de bevoegdheid die krachtens artikel 595 aan de vrederechter is toegekend” opgeheven.

Art. 68. Artikel 595 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 69. In artikel 629 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de punten 3^o en 4^o worden opgeheven;

b) punt 5^o wordt vervangen als volgt :

“ 5^o vorderingen ingesteld op grond van het decreet van 22 november 2018 betreffende de onteigeningsprocedure;”

Art. 70. In artikel 11, 2^{de} streepje, van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenbergten worden de woorden “overeenkomstig de wet van 26 juli 1962” opgeheven.

Art. 71. In artikel 13 van het decreet van 7 juli 1993 tot oprichting van vijf publiekrechtelijke vennootschappen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid gesubsidieerd onderwijs worden de woorden “overeenkomstig de bepalingen van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte” opgeheven.

Art. 72. In artikel 10*bis*, § 1, derde lid, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt de zin “De rechtspleging ingevoerd bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening om reden van algemeen nut is van toepassing op de onteigeningen bedoeld in lid 1.” opgeheven.

Art. 73. In artikel 25 van hetzelfde decreet wordt de zin “De rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte ingevoerd bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte is van toepassing op deze onteigeningen” opgeheven.

Art. 74. In artikel 6, derde lid, van het decreet van 4 juli 2002 op de groeven en houdende wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden “overeenkomstig de procedure bepaald bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de spoedprocedure inzake onteigening ten algemene nutte” vervangen door de woorden “overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 22 november 2018 betreffende de onteigeningsprocedure”.

Art. 75. In artikel 7 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 76. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 77. In artikel 9 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1 wordt opgeheven;

2^o in paragraaf 2 wordt de letter “a.” opgeheven;

3^o in paragraaf 2 worden de punten b. en c. opgeheven.

Art. 78. In artikel 10*bis*, § 1, derde lid, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt de zin “De rechtspleging ingevoerd bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden betreffende onteigening om reden van algemeen nut is van toepassing op de onteigeningen bedoeld in lid 1.” opgeheven.

Art. 79. In artikel 25 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2008, wordt de zin “De rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte, ingevoerd bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, is van toepassing op die onteigeningen” opgeheven.

Art. 80. In artikel D.29-1, § 4, a., van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het decreet van 31 mei 2007, wordt punt 8^o opgeheven.

Art. 81. In artikel D.53-11 van Boek II van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het decreet van 4 februari 2010, wordt paragraaf 3 opgeheven.

Art. 82. In artikel D.227 van hetzelfde Boek wordt de zin “ De rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden bepaald bij de artikelen 2 à 20 van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte is toepasselijk op die onteigeningen” opgeheven.

Art. 83. In artikel D.338, § 2, van hetzelfde Boek worden de woorden “op grond van de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte” opgeheven.

Art. 84. In artikel 74, § 1, zesde lid, van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer worden de woorden “volgens de regels bepaald bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte” opgeheven.

Art. 85. In artikel 37 van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeenteweg wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 86. In hetzelfde decreet worden de volgende artikelen opgeheven :

1° de artikelen 38 tot 40;

2° artikel 42;

3° artikel 44;

4° artikel 45, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016.

Art. 87. In artikel 46 van hetzelfde decreet worden de woorden "Onverminderd het recht van wederafstand ten gunste van de oude eigenaars bedoeld in artikel 23 van de wet van 17 april 1835 op de onteigening ten algemene nutte" vervangen door de woorden "Onverminderd de artikelen 59 tot 62 van het decreet van 22 november 2018 betreffende de onteigeningsprocedure".

Art. 88. In artikel D.355, § 2, tweede lid, van het Waalse Landbouwwetboek worden de woorden "overeenkomstig de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening van algemeen nut" vervangen door de woorden "overeenkomstig het decreet van 22 november 2018 betreffende de onteigeningsprocedure".

Art. 89. In artikel D.359, eerste lid, van het Waalse Landbouwwetboek worden de woorden "volgens de regels bedoeld in de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening van algemeen nut" vervangen door de woorden "volgens de regels bedoeld in het decreet van 22 november 2018 betreffende de onteigeningsprocedure".

Art. 90. In Boek VI, Titel I, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, wordt Hoofdstuk III, dat de artikelen D.VI.3 tot D.VI.5 omvat, opgeheven.

Art. 91. In Boek VI, Titel I, van hetzelfde Wetboek, wordt Hoofdstuk IV dat artikel D.VI.6 omvat, opgeheven.

Art. 92. In Boek VI, Titel I, van hetzelfde Wetboek, wordt Hoofdstuk V dat de artikelen D.VI.7 tot D.VI.10 omvat, opgeheven.

Art. 93. Artikel 24 van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken wordt opgeheven.

Art. 94. In Titel III, Hoofdstuk II, van hetzelfde decreet, wordt Afdeling 2, die de artikelen 25 tot 32 omvat, opgeheven.

Art. 95. In Titel III, Hoofdstuk II, van hetzelfde decreet, wordt Afdeling 3, die de artikelen 33 tot 36 omvat, opgeheven.

Art. 96. In artikel 38, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat" opgeheven.

Art. 97. In artikel 81, § 3, eerste lid, van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering worden de woorden "volgens de regels bepaald bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte" opgeheven.

Afdeling 1. — Opheffingsbepalingen

Art. 98. De wet van 17 april 1835 op de onteigening ten algemene nutte, laatst gewijzigd bij de wet van 6 april 2000, wordt opgeheven.

Art. 99. De wet van 1 juli 1858 betreffende de onteigening met het oog op de sanering van de ongezonde wijken wordt opgeheven.

Art. 100. De gecoördineerde wetten van 15 november 1867 betreffende de onteigening bij stroken voor werken van gemeentelijk nut worden opgeheven.

Art. 101. De wet van 10 mei 1926 tot instelling van een rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt opgeheven.

Art. 102. De wet van 28 juni 1930, betreffende onteigening bij stroken van algemeen of provinciaal belang wordt opgeheven.

Art. 103. De wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, gewijzigd bij de wet van 6 april 2000, wordt opgeheven.

Art. 104. Het decreet van 30 april 2009 houdende bepalingen in verband met de vaststelling van een orgaan verantwoordelijk voor het beoordelen en het voeren van de procedure inzake onteigeningen en aankopen van onroerende goederen door het Waalse Gewest en diens instellingen wordt opgeheven.

Afdeling 3. — Overgangsbepaling

Art. 105. De dossiers en verzoeken om onteigeningsbesluiten neergelegd of ingediend vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden verder behandeld op grond van de bij de neerlegging of de indiening ervan vigerende bepalingen.

De gerechtelijke procedures die volgen op dossiers of aanvragen bedoeld in het eerste lid blijven geregeld bij de bepalingen die van kracht waren bij de neerlegging of de indiening van deze dossiers of aanvragen.

De onteigeningsbesluiten gegrond op dossiers of aanvragen bedoeld in het eerste lid blijven geregeld bij de bepalingen die van kracht waren bij de neerlegging of de indiening van deze dossiers of aanvragen.

Afdeling 4. — Inwerkingtreding

Art. 106. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum.
De Regering kan een inwerkingtredingsdatum voor elke bepaling ervan vaststellen.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 22 november 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2018-2019.
Stukken van het Waals Parlement 1170 (2018-2019) Nrs. 1, *1bis* tot 4.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 21 november 2018.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206245]

22 NOVEMBRE 2018. — Décret relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré à la Communauté française (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales et définitions*

Article 1^{er}. Le présent décret règle en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° la cohésion sociale : l'ensemble des processus, individuels et collectifs qui contribuent à assurer à chacun l'égalité des chances et des conditions, l'équité et l'accès aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel, et qui visent à construire ensemble une société solidaire et coresponsable pour le bien-être de tous;

2° le pouvoir local : la commune, le CPAS en cas d'application de l'article 5, alinéa 4, ou le pouvoir local désigné pour porter la mise en œuvre du plan dans le cadre d'une association de pouvoirs locaux visée à l'article 8;

3° le conseil : le conseil communal ou le conseil de l'action sociale selon que le plan est porté par la commune ou le CPAS;

4° le service : le service désigné par le Gouvernement chargé d'accompagner la mise en œuvre du plan, son évaluation et le contrôle du bon usage de la subvention;

5° l'ISADF : l'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux, établi par l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique et rendant compte de l'accès de la population de chaque commune aux droits fondamentaux.

Art. 3. Le présent décret favorise la cohésion sociale et soutient les communes qui y œuvrent sur leur territoire au travers de la mise en œuvre d'un plan de cohésion sociale, dénommé dans le présent décret « le plan ».

CHAPITRE II. — *Objectifs du plan de cohésion sociale*

Art. 4. § 1^{er}. Le plan développé par un pouvoir local répond cumulativement aux objectifs suivants :

1° d'un point de vue individuel : réduire la précarité et les inégalités en favorisant l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux;

2° d'un point de vue collectif : contribuer à la construction d'une société solidaire et coresponsable pour le bien-être de tous.

La coresponsabilité pour le bien-être de tous, visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, est une attitude ou un sentiment partagé de responsabilité collective par rapport à tout objectif d'intérêt général.

§ 2. Pour atteindre les deux objectifs visés au paragraphe 1^{er}, le plan se décline en actions coordonnées relevant des matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française et visant à améliorer la situation de la population par rapport aux droits fondamentaux et la cohésion sociale.